

Déga

Un soldat tué par Boko Haram et un autre porté disparu

P. 3

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

L'œil DU Sahel

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1055 du lundi 2 avril 2018



«La littérature du Septentrion est créative»

Lire l'interview de Calixthe Beyala, romancière.

P. 9

OPÉRATION ÉPERVIER/NIGERIA

Atangana Kouna interpellé avec près d'un milliard Fcfa

P. 3



Sénatoriales 2018 A quoi joue l'Undp dans l'Adamaoua ?

P. 5



Nord

Clash entre Koumpa Issa et le lamido de Rey Bouba

P. 5

Extrême-Nord

Une kamikaze neutralisée à Doulo

P. 3

GAROUA. Ce financement intervient dans le cadre des projets "Résilient" et "Presec".

L'Union européenne offre 13 milliards de Fcfa

Par **Innocent-Blaise Youda**

Le comité de pilotage régional pour le Nord des projets "Résilient" et "Presec" s'est réuni le jeudi 29 mars 2018 dans la salle de conférence de la délégation régionale de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire à Garoua. Les travaux avaient pour objectifs d'évaluer les réalisations opérées dans le cadre de ces projets et déterminer les activités à réaliser pour les prochains mois. Au terme des travaux, des résolutions ont été prises pour contribuer à rendre efficace la réalisation de ces deux grands projets dans la partie septentrionale. Il s'agit notamment, d'effectuer un micro zonage des projets et des évaluations environnementales, de prendre en compte le calendrier agricole et des saisons, accélérer le processus de construction des forages et d'acquisitions des semences et de renforcer les comités de gestion des points d'eau e forage mis à la disposition des populations.

Le projet "Résilient" est un programme de redressement économique et social inclusif et de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Il est piloté par un consortium constitué des Ong que sont, Action contre la faim, Première urgence internationale, la Croix rouge française, Care France et



Hans Peter Schadek, chef de la délégation de l'UE au Cameroun.

Solidarités internationale. Le second projet baptisé "Presec" est un projet de renforcement de la résilience des populations des régions septentrionales au Cameroun. Ce dernier projet est implémenté sur le terrain par

l'Action pour la promotion de la santé, la production et l'environnement (Aprospen), la Cellule d'appui au développement local participatif intégré (Capedi) et la Société néerlandaise de développement (SNV). Les deux projets

ont reçu respectivement 13 millions d'euros, soit environ 8,515 milliards de Fcfa et 7 millions d'euros, soit environ 4,585 milliards de Fcfa de l'Union européenne pour leur mise en œuvre.

D'après les données du Haut-commissariat pour les réfugiés au Cameroun, on dénombre dans la région de l'Extrême-Nord seulement près de 90 701 réfugiés nigériens qui ont fui les exactions de la secte islamiste Boko Haram. L'arrivée de ces réfugiés a entraîné des déséquilibres socio-économiques en créant une pression sur les ressources naturelles. On note également que ce flux de populations a généré des tensions autour des services sociaux de base que sont l'accès à l'eau, l'hygiène, la santé, l'assainissement et l'éducation. C'est pour répondre à ces questions que l'Union européenne a décidé de financer les projets "Résilient" et "Presec" dans les régions septentrionales.

Les deux projets couvrent au total 23 communes ciblées dans les régions septentrionales et visent spécifiquement à améliorer la situation sanitaire et le statut nutritionnel des populations vulnérables, améliorer l'accès des communautés aux opportunités économiques et à une alimentation adéquate de manière durable, favoriser l'appropriation, la pérennisation et la mise à l'échelle des bonnes pratiques par les institutions locales et nationales. ■

AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS. Des femmes à l'école du business

Par **N.N.**

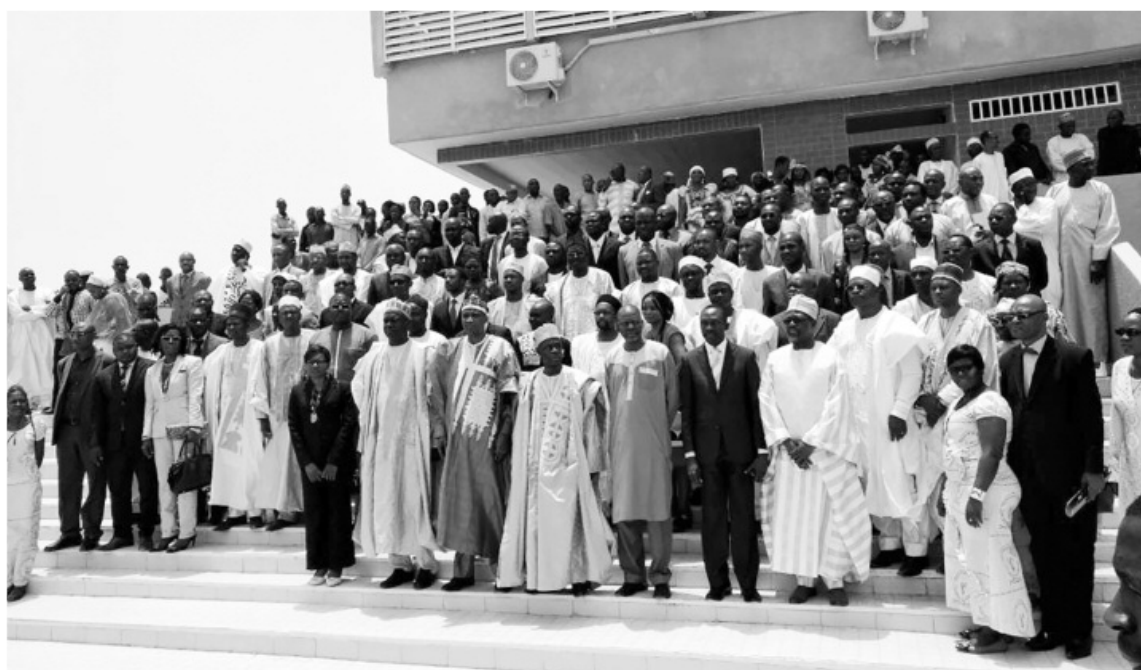
Le sujet était digne d'intérêt. Les échanges eux, instructifs. Vendredi 29 mars dernier, une trentaine de femmes d'affaires et celles qui souhaitent s'y lancer, celles qui ont commencé et qui rencontrent des difficultés pour enfin décoller et celles qui n'avaient aucune idée de ce qu'on appelle business, ont été éclairées par deux business women, à l'ambassade des États-Unis. Pour se lancer dans le business et réussir : « il faut d'abord avoir une idée de ce qu'on a envie de faire, du secteur dans lequel on veut se lancer. Par la suite, choisir des modèles qui ont réussi dans ce secteur et s'en référer, faire un business plan, trouver des financements pour se lancer, trouver un mentor qui puisse vous soutenir, vous tenir le bras, connaître ses priorités et surtout être patiente, forte et ne surtout pas se décourager », a conseillé Kongla Mercy Nfor, chef d'entreprise spécialisée dans les produits cosmétiques bio. Celle-ci l'a promeut l'autonomisation des femmes dans tous les secteurs. Aussi bien dans la cosmétique où elle excelle, que dans l'agriculture, la restauration, l'hôtellerie...

Le problème, comme l'ont rappelé certaines participantes, c'est l'accès au financement. Comment faire pour obtenir un financement, des fonds pour se lancer, pour commencer, monter une affaire ? « C'est la principale difficulté à laquelle nous sommes confrontées, nous les femmes, surtout en Afrique », a relevé une participante, femme d'affaires. Et une autre de renchérir : « les banques n'octroient pas de crédits aux femmes. Et quand elles le font, c'est toujours avec une contrepartie, ce qui devient très difficile. Elles nous exigent des titres fonciers. Et nous savons tous ici que sans argent, on ne peut se lancer dans les affaires. Il faut ne serait qu'avoir un fonds pour commencer. Et c'est ce fonds qui est difficile à trouver. On aura beau avoir des idées, les meilleures, on aura beau concevoir le meilleur business plan, mais s'il n'y a pas de financements, nous ne pouvons rien faire ».

D'après Kathleen Ndongmo, l'autre business women, qui a fait office d'expert lors de la rencontre entre femmes, la solution c'est de travailler ensemble. « Une fois que vous avez ciblé un secteur, il faut se poser des questions sur comment réaliser notre rêve, évidemment faire le business plan, trouver des financements, chercher des mentors. Mais le plus important, c'est de travailler ensemble, en communauté, d'être soudés », a recommandé Kathleen Ndongmo, fondatrice de l'agence de conseil, de stratégie de gestion, de marketing et des médias numériques anghore. Pour les deux business women, les femmes qui souhaitent réussir dans les affaires ne doivent pas beaucoup maximiser sur l'entrepreneuriat social, car il est difficile, demande beaucoup d'investissements et n'a pas de retour sur fonds. ■

UNIVERSITÉ DE MAROUA. Le recteur leur a prescrit la célérité dans le traitement des dossiers.

96 nouveaux responsables installés



La photo de famille.

Par **Moïse Amedje**

« Vous voilà désormais en face de vos responsabilités. Vous devez à partir de maintenant vous mettre au travail, car votre engagement et votre engouement permettront d'accroître la performance de notre chère institution ». C'est par ces propos que le Pr. Idrissou Alioum, recteur de l'Université de Maroua, a interpellé les nouveaux responsables lors de la cérémonie de leurs installations qui a eu lieu ce 28 mars dans l'amphithéâtre 500 du campus de Kongola-

Djoulgouf. Nommés le 7 mars dernier, 96 nouveaux responsables ont été présentés, félicités et installés officiellement dans leurs fonctions par le recteur de l'Université de Maroua en présence de l'inspecteur général des services du gouverneur et ses proches collaborateurs.

Animé par le souci de performance de son institution et disposer à faciliter le travail de ses collaborateurs portés à des postes de responsabilité, le recteur a demandé à ces responsables de mettre un point d'honneur à lutter

contre l'inertie, la rétention des documents administratifs et de l'information, l'insubordination hiérarchique et les comportements déviants et inciviques.

L'on retient aussi que pour le Pr. Idrissou Alioum, la plus grande tâche pour les heureux élus consiste en l'appropriation des textes qui régissent l'enseignement supérieur notamment la loi du 16 avril 2001 portant orientation de l'enseignement supérieur, le décret No 2008/281 du 09 août 2008 portant organisation administrative et acadé-

mique de l'université de Maroua, sans oublier les textes de la réforme de janvier 1993. A cette tâche, s'ajoute pour ces responsables, l'appropriation du manuel des procédures de l'Université de Maroua et surtout l'internalisation des principes éthiques et déontologiques de l'administration. Toutefois, le Pr. Idrissou Alioum a déclaré que « détermination sera ferme à sanctionner et à réprimer tout comportement déviant ou contraire à l'éthique et à la déontologie administratives et professionnelles. Le harcèlement sexuel, le trafic d'influence, la corruption... n'ont pas de place à l'Université de Maroua et je m'engage à ne ménager aucun effort, pour traquer par tous les moyens légaux, les responsables et autres personnels qui se seraient rendus coupables de telles pratiques ».

A l'issue de la cérémonie d'installation qui a précédé les réjouissances populaires dans les domiciles, les responsables qui ont reçu l'onction de la hiérarchie en présence de leurs familles et amis étaient tous satisfaits. « Je suis très content pour cette marque de confiance. Cette nomination est le couronnement d'un travail bien fait à mon sens. C'est pour moi un encouragement à servir davantage de façon efficace et efficiente les étudiants et autres usagers », s'est réjoui sieur Idrissa installé comme chef de service ne cache pas sa joie. ■

OPÉRATION ÉPERVIER. L'ancien ministre a été interpellé au Nigeria avec près d'un milliard de francs Cfa en devises.

Les détails de l'arrestation d'Atangana Kouna

Par Raoul Guivanda

On en sait un peu plus sur la rocambolesque cavale de l'ex-ministre de l'Eau et de l'Energie, Basile Atangana Kouna. Laquelle s'est achevée le 11 mars 2018 à Bauchi, capitale de l'Etat du même nom, situé au Nord du Nigeria. L'hôtel dans lequel il s'est fait coincer se nomme «*Command Guest House*». Il appartient à l'armée nigérienne, et le prix de la nuitée oscille entre 28.000 et 40.000 Fcfa.

S'étant dans un premier temps présenté au réceptionniste de l'hôtel comme un homme d'affaires répondant au nom d'Amougou, Basile Atangana Kouna n'a pu expliquer à celui-ci, par la suite, pourquoi ce nom ne figurait pas sur le passeport diplomatique qu'il a présenté pour les formalités d'usage. Ce détail, bien qu'intriguant, n'a cependant pas été le plus déterminant pour donner l'alerte dans cet établissement hôtelier militaire. Le véritable problème a été que, sur le passeport diplomatique d'Atangana Kouna, n'y figurait aucun visa des services d'immigration nigériens attestant de son entrée légale dans ce pays, d'autant plus que l'Etat de Bauchi n'est pas frontalier du Cameroun. Voilà comment l'ex-ministre, vêtu d'un polo avec trois bandes au niveau du cou, est devenu doublement suspect aux yeux du réceptionniste. Le voici interpellé, puis confié au «*Département of State Services*», les services de renseignement nigériens. L'ex-ministre n'est pas pris seul. Les Nigériens interpellent aussi celui qui lui fait office de chauffeur, un Camerounais du nom d'Adam Bladi, et un Nigérian, qui est vraisemblablement le guide du groupe.

Très rapidement, le «*Département of State*

Services» transmet les éléments de l'enquête en sa possession aux autorités nigérianes, lesquelles vont à leur tour saisir l'ambassade du Cameroun à Abuja pour leur faire part de l'interpellation de deux Camerounais, dont l'un est détenteur d'un passeport diplomatique au nom de Basile Atangana Kouna. Selon des sources sécuritaires à Bauchi, qui ont eu accès aux éléments de l'enquête, Atangana Kouna a été interpellé en possession d'une dizaine de cartes de crédit, une quinzaine de chéquiers et près d'un milliard de Fcfa en diverses devises étrangères.

L'ex-ministre et son chauffeur seront détenus à Bauchi jusqu'au 20 mars, date à laquelle ils seront transférés à Abuja puis, deux jours plus tard, embarqués dans un avion spécial en direction de Yaoundé.

LES ACTEURS

Ils sont pour l'instant trois dans les serres de la justice, pour avoir aidé l'ex-ministre dans sa tentative de fuite. Le moins connu est sans doute Adam Bladi, arrêté en même temps que l'ex-ministre au Nigeria, le 11 mars 2018. C'est lui qui, sous la conduite du passeur nigérian, devait conduire dans sa «*starlette*» Atangana Kouna à sa destination finale.

C'est le 09 mars 2018 qu'Adam Bladi a «*embarqué*» depuis Mayo-Oulo, dans le département du Mayo-Louti dans la région du Nord, l'ex-ministre pour le Nigeria. Ensemble, ils ont franchi la frontière, traversé les Etats de l'Adamawa et de Gombe, pour atteindre la capitale de l'Etat de Bauchi. En roulant vers Mubi, Yola puis Bauchi, le chauffeur avait-il conscience de l'identité de son passager ? L'enquête va le révéler.

Le second acteur, et non des moindres, est un militaire. Il



Le lieu de l'interpellation de Basile Atangana Kouna.



L'abbé Dieudonné Nkodo.

L'adjudant-chef Edouard Olivier Sakpam. A l'époque sergent.

s'appelle Edouard Olivier Sakpam. L'adjudant-chef appartient au corps de l'armée de l'air et travaillait jusqu'à son arrestation au service du courrier de la division de la sécurité militaire (Semil). Selon nos informations, non seulement il a pris place à bord du véhicule qui a conduit l'ancien membre du gouvernement de Yaoundé à Mayo-Oulo, servant ainsi de «*passe-avant*», mais aussi,

serait le véritable planificateur de l'opération d'exfiltration de l'ex-ministre. La plaque d'immatriculation de l'armée, dérobée et apposée sur le véhicule de l'ex-ministre ce 09 mars 2018, pour échapper aux contrôles, est de son initiative. Il détenait également, par devers lui, ce fameux jour, des documents militaires fabriqués par ses soins.

Toutefois, plusieurs indices laissent penser qu'il n'était pas un familier d'Atangana Kouna. L'ex-ministre, évoquant devant les enquêteurs, le 22 mars 2018, le militaire qui lui a servi de chef de bord pour faciliter sa fuite, a été incapable de fournir son identité. Leur lieu de rendez-vous, au quartier Ngouso à Yaoundé, aura été le seul indice dont il s'est souvenu, lequel a néanmoins permis aux fins limiers de la Sécurité militaire (Semil) de remonter très rapidement jusqu'à lui, de l'interpeller et de le mettre à la disposition de la justice.

Dans la grande muette, l'adjudant-chef Edouard Olivier Sakpam a un nom. Celui-ci est parfois associé aux «*coups tor-dus*», comme cette affaire liée au trafic des passeports de service, qui lui vaudrait une interdiction de séjour dans l'espace Schengen...

Le troisième acteur de l'affaire est un prêtre : l'abbé Dieudonné Nkodo, vicaire de la paroisse de Mokolo à Yaoundé.

Frère cadet de l'ex-ministre de l'Eau et de l'Energie, il a été interpellé dans la journée du 27 mars 2018 par des éléments de la police, avant d'être relâché quelques heures plus tard après que l'Eglise catholique a présentée des garanties. Toutefois, l'abbé Dieudonné Nkodo devra rester à la disposition des enquêteurs.

A en croire des indiscretions proches de l'enquête, c'est l'adjudant-chef Edouard Olivier Sakpam, cuisiné par la Sécurité militaire, qui a désigné ce prêtre comme étant l'homme qui a facilité sa rencontre avec l'ex-ministre. En effet, le militaire et le prêtre se connaissent très bien. D'ailleurs, l'épouse de l'adjudant-chef, qui est originaire de l'Extrême-Nord, est employée à la paroisse...

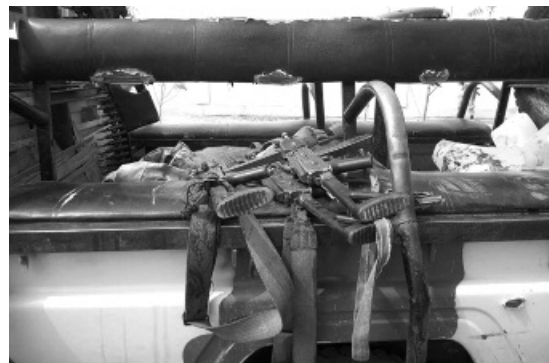
Outre ce soupçon d'avoir recruté le planificateur de la fuite de l'ex-ministre qui pèse sur lui, l'homme d'Eglise devra aussi répondre du gîte et du couvert servi à Atangana Kouna durant plusieurs jours et ce jusqu'au matin du 09 mars 2018. Un appui qui aura permis à l'ex-ministre d'échapper aux radars des services de sécurité. Si sur le plan moral et au nom de l'amour de son prochain - qui plus est de son frère qui lui demande de l'aide - l'acte du prêtre est compréhensible, la justice se penchera, elle, sur le caractère répréhensible de ses «*bonnes intentions*». ■

DÉGA.

Un soldat tué et un autre porté disparu

Par Y.S

Les autorités camerounaises sont toujours sans nouvelles du soldat porté disparu dans l'embuscade tendue par Boko Haram aux éléments de la Force Multinationale Mixte, le 27 mars dernier à Déga, dans l'arrondissement de Fotokol. «*Les terroristes ont récupéré son téléphone et décroché quand nous essayons de le joindre. Ils ont posé des*



conditions que la hiérarchie est en train d'étudier», indique un officier sur zone. Au cours de cette embuscade, un élément a trouvé la mort sur le champ de bataille. Trois autres ont été blessés. ■

DOULO.

Une kamikaze neutralisée

Par Y.S

Une jeune fille transportant des charges explosives a été abattue dans la journée du 30 mars 2018 à Doulo, localité de

l'arrondissement de Mora. Selon les autorités locales, cette opération a été rendue possible grâce à la vigilance des comités de vigilance. «*Ils ont repéré la jeune fille depuis Taher, et ont fait*

appel à l'armée. Malgré les sommations, la kamikaze n'a voulu rien entendre. Il ne restait pas d'autre choix que de l'abattre», souligne une source sécuritaire locale. ■

INSÉCURITÉ. A l'exception de la ville de Maroua, le reste de la région est classée zone rouge.

La France réitère le risque d'enlèvement des Occidentaux

Par Jean Areguema

Selon des informations publiées le 22 mars 2018 sur son site internet, le ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France déconseille formellement aux Français de se rendre dans la région de l'Extrême-Nord à l'exception de la ville de Maroua. Classée zone rouge, le Quai d'Orsay réitère le risque d'enlèvement dans cette partie du Cameroun et précise que les occidentaux sont particulièrement ciblés. «Le risque terroriste existe en particulier dans l'Extrême-Nord en raison d'incursions du groupe terroriste Boko Haram. Les Occidentaux sont particulièrement ciblés. A l'exception de la ville de Maroua, toute la région de l'Extrême-Nord du Cameroun est formellement déconseillée du fait d'opérations militaires, du risque terroriste et du risque d'enlèvements. Le risque d'enlèvements est présent dans les zones frontalières Est et Ouest des régions Nord et Adamaoua», peut-on lire sur le site du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le risque d'enlèvement est très



La famille Moulin Fournier aux mains de Boko Haram en 2013.

élevé au niveau de la frontière nigérienne. D'où la mise en garde du ministère aux citoyens français qui souhaiteraient se rendre à l'Extrême-Nord. «L'ensemble de la frontière avec le Nigeria est formellement déconseillé sur une profondeur de 30 km, du fait d'incursions de groupes terroristes ou criminels à partir du Nigeria (Boko Haram, miliciens du Delta du Niger, etc.)», renseigne le site. Dans la liste des zones déconseillées aux Français, hormis la région de l'Extrême-Nord, figu-

rent aussi la région du Nord, l'Adamaoua (départements de la Vina et du Mbéré), la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le Quai d'Orsay demande par ailleurs aux ressortissants français de respecter les mesures de restrictions des voyages à la frontière avec la République centrafricaine et le Tchad où la situation sécuritaire est précaire du fait des attaques des bandes armées et des braconniers. «Il est formellement déconseillé de se rendre dans une bande de 30 km le long de

la frontière du Cameroun, du lac Tchad jusqu'au sud de la RCA en raison de la situation sécuritaire en RCA et de la porosité des frontières à des bandes armées (braconniers, bandits, trafiquants...). Les villes de Garoua-Boulaï, de Touboro et de Yokadouma sont situées sur des axes routiers importants à proximité de la frontière est du Cameroun, dans des zones formellement déconseillées. La traversée de la zone rouge par les personnes empruntant les routes reliant Yaoundé à Ngaoundéré via Garoua-Boulaï, ainsi que celles qui relient Garoua et Ngaoundéré à Moundou (Tchad) via Touboro, ou encore Bertoua à Yokadouma doit se faire sous escorte militaire. Pour les traversées de zone rouge, qui ne sauraient être entreprises que pour des raisons impérieuses, il convient de solliciter une escorte», conseille le ministère. Lequel relève que qu'une détérioration des conditions de vie pourrait mener à des manifestations de mécontentement dans certaines régions qui présentent des fragilités particulières. «Au Nord et à l'Extrême-Nord, les populations doivent faire face

aux exactions de Boko Haram, à la présence de réfugiés nigériens (près de 100 000) et aux conséquences des dérèglements climatiques sur l'agriculture. A l'Est, l'accueil de près de 300 000 réfugiés centrafricains fragilise l'équilibre socioéconomique de cette région. Au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, des mouvements de contestation, se sont développés depuis novembre 2016 ».

La France réitère donc avec un ton ferme la fragilité sécuritaire avec risque d'enlèvement dans la région de l'Extrême-Nord. Pourtant, les responsables des forces de défense et de sécurité camerounaises sont formels que sur le plan militaire, le groupe terroriste Boko Haram est anéanti. La secte d'origine nigérienne est maintenant réduite à quelques actions sporadiques (attentats-kamikazes et incursions dans certains villages). Profitant de cette accalmie, 30 touristes européens avaient séjourné en octobre et novembre 2017 dans la région de l'Extrême-Nord. Pour les autorités camerounaises, c'était la preuve du retour progressif de la sécurité à l'Extrême-Nord. ■

GAROUA. Le don est de l'ambassade des Etats-Unis et l'Aprodhafim.

Des équipements médicaux pour soulager les malades de Badadji



Remise de matériel médicaux centre de santé intégré de Badadji.

Par Ebah Essongue Shabba

Les patients et le personnel du Centre de santé intégré (CSI) de Badadji ont reçu le 27 mars 2018, des équipements médicaux du programme pilote de santé et développement (Hdcp), de l'ambassade des Etats-Unis au Cameroun. D'une valeur de 12 millions de Fcfa, ces équipements médicaux ont été remis au responsable du CSI par l'association pour la promotion des droits humains et l'accompagnement des filles-mères. Le matériel qui est destiné en priorité aux malades hospitalisés dans le centre de santé comprend notamment des lits d'hospitalisation, consom-

mables médicaux, des pèse bébé, des tensiomètres, du matériel de stérilisation, des matelas pour les malades, des pieds à perfusion à roulettes. Il va contribuer à une meilleure prise en charge des femmes enceintes et des malades du service. De quoi réjouir les nombreux malades et autres habitués dudit hôpital.

Pour Simon Daba, ce don qui est un apport très important, va permettre au CSI de Badadji d'améliorer de façon considérable la qualité de leur service, s'agissant notamment de la prise en charge des malades. «Ce don est le fruit d'un financement dont a bénéficié l'Aprodhafim à travers le programme pilote de santé et

développement (Hdcp) de l'ambassade des Etats-Unis qui a décidé d'accompagner le gouvernement camerounais dans sa politique de la Couverture universelle de la santé. Et le centre de santé intégré de Badadji fait partie des formations sanitaires ayant bénéficiées de ce projet qui vise naturellement à relever le plateau technique et augmenter le taux de fréquentation des formations sanitaires», explique Madame Aïssatou Alim, la directrice exécutive de l'Association pour la promotion des droits humains et l'accompagnement des filles-mères. Prosper Alain Abah Abah, sous-préfet de l'arrondissement de Figuil, lui, soutient que ce don «vise à l'amélioration du plateau technique de ce centre mais il est également question d'augmenter la fréquentation de manière considérable afin de permettre à la population de se faire prendre en charge sur place.» Créée en 2004, cette association s'est fixée pour mission l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation continue de l'étude des enjeux et opportunités pour le développement durable et une défense permanente des droits des humains. L'Aprodhafim intervient dans quatre domaines prioritaires : la santé, l'éducation, l'environnement et le

social. Parmi ses réalisations nombreuses à ce jour, on peut citer entre autres la facilitation à l'établissement des actes de mariages des couples indigents traditionnellement mariés,

l'appui à la promotion et la protection des droits fondamentaux de la femme et des enfants, et le reboisement dans la ville et établissements scolaires de Ngaoundéré. ■

L'oeil DU Sahel		Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun	
Autorisation N°00019/RDDJ/06/BASC		Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11	
E-mail : loeildusahel100@yahoo.fr / loeildusahel@gmail.com			
Directeur de la Publication GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70	Conseillers du Directeur de la Publication David WENAÏ, Tél. : 699 92 32 71 Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45 ALKALI, Tél. : 699 83 33 06	Agence de l'Adamaoua Chef d'Agence : Bertrand AYISSI, Tél. : 696 32 26 35	Agence de l'Extrême-Nord Chef d'Agence : Jean AREGUEMA, Tél. : 695 08 69 88
Chargé de Mission Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05	Directeur de l'Édition Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59	Agence du Nord Chef d'Agence : David MARTIN, Tél. : 675 41 73 50 Coordonnateur : Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42	Agence de Douala : Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06
Rédacteur en chef GUIBAÏ GATAMA	Coordonnateur de la rédaction : Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67	Collaboration Issa BATAN, Dominique M. MODO, Douworé OUSMANE, LIKAMATA, Aliou DJARIDA, WASKIRANG	Chroniqueurs MOHAMADOU TALBA BANA BARKA
Coordonnateurs adjoint de la rédaction : Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82 Bertrand AYISSI	Secrétaire de rédaction : Francy Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41	Infographie Damien KIDAH Juste Martial ZAMEDJO	Caricatures Jean Aimé ESSAMA (J@imes), Tél. : 699 59 87 82
Chefs de Rubriques : Politique et Actualité : Yanick YEMGA Economie et Vie des entreprises : Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63 Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03 Culture et Sport : EBAB ESSONGUE SHABBA, Tél. : 696 07 75 24 Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773 Environnement : Jean AREGUEMA Société : Bertrand AYISSI Reportage et Education : Nadine NDJOMO	Rédaction Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU, Florette MANEDONG, Abdoukarim HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI.	Responsable des Abonnements et de la maintenance : Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71	Responsable du suivi administratif : Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30
		Imprimerie MACACOS - Tél. : 679 06 32 39	

SÉNATORIALES 2018. Le parti de Bello Bouba s'est abstenu de saisir le Conseil constitutionnel en dépit de ses arguments en sa possession.

A quoi joue l'Undp dans l'Adamaoua ?

Par Francis Ebo

«Je ne comprends plus ce qui se passe actuellement au sein de notre parti l'Undp. Lors des dépôts de dossiers des candidats aux sénatoriales, nous avons détecté de faux documents dans le dossier d'un candidat Rdpc. Nous avons saisi le Conseil constitutionnel, mais contre toute attente, la hiérarchie du parti a décidé de retirer le dossier à la dernière minute. Le 25 mars dernier à Tibati, certains de nos camarades ont été pris en flagrant délit de corruption, et ils sont passés aux aveux complets en reconnaissant avoir émargé 50.000Fcfa chacun. Il était question que le parti saisisse au moins pour ce cas à le Conseil constitutionnel, mais j'apprends que rien n'a été fait», fulmine un responsable du parti de Bello Bouba Maïgari à Ngaoundéré. Comme lui, de nombreux militants de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) se demandent pourquoi leur parti qui dispose pourtant d'arguments massus s'est abstenu d'introduire un recours devant le Conseil constitutionnel relativement aux sénatoriales du 25 mars dernier dans l'Adamaoua.

En réalité, le contentieux post-électoral qu'attendaient certains militants de l'Undp au sujet de ce «cas de corruption» constaté à Tibati le 25 mars 2018 n'aura plus lieu. Les cadres du parti de Maïgari Bello Bouba ont délibérément choisi de ne pas déposer leur requête. «Nous avons fait ce qui était de notre devoir à savoir, acheminer notre requête à la hiérarchie afin qu'elle la dépose devant le Conseil constitutionnel pour un recours post-électoral. La moindre chose que je puis vous dire c'est que, le parti n'a rien déposé pour un quelconque recours. Je n'ai reçu aucune information donc, je ne peux pas vous dire pourquoi le parti n'a pas déposé ce recours», indique l'honorable Dahirou, député Undp dans le département du Djerem.

En effet, ces multiples actes qui sont posés par le sommet de cette formation politique, commencent déjà à tarauder les esprits de certains militants à la base dans le département du Djerem, une des dernières forteresses imprenables de l'Undp dans la région de l'Adamaoua. «Ce sont des choses comme ça qui énervent à la limite et ça pousse des gens à la démission. Je commence à comprendre pourquoi le



Des militants de l'Undp.

maire de Pitoa a claqué la porte. Notre président national vient de démontrer qu'il n'est pas sérieux, et qu'il pratique seulement la politique de son ventre au détriment de la base. Je comprends tout simplement qu'il s'est arrangé avec ses amis de Yaoundé», souligne un cadre du parti Undp de la région de l'Adamaoua. Cependant, à Tibati, les conseillers municipaux Undp ne décollent pas. Après avoir accusé de

traître le deuxième adjoint au maire de Tibati, Oumarou Salatou, d'être celui-là même que le Rdpc a manipulé lors du vote, le 27 mars, les 35 conseillers de cette commune, tous de l'Undp, se sont réunis pour l'adoption des comptes administratifs et de gestion.

Aussi, les conseillers ont-ils saisi l'opportunité pour régler le cas Oumarou Salatou. A l'unanimité, les conseillers ont voté son

limogeage comme deuxième adjoint au maire, mais aussi sa disqualification du parti. Et du coup, l'accusé crie au complot. «Comme je vous ai dit la dernière fois, c'est une manipulation. Il y a toute une procédure pour la déchéance d'un maire. On ne se réunit pas en tribalité pour dire qu'on ne veut plus de ce maire. La hiérarchie du parti doit décider et c'est elle qui va saisir l'autorité de tutelle avec un procès-verbal qui explique pourquoi on veut le départ de tel maire. Et puis, ils disent que j'ai donné de l'argent à quatre conseillers pour voter le Rdpc, si cela était vrai, pourquoi ces autres conseillers ne sont pas menacés ?», s'interroge Oumarou Salatou, deuxième adjoint au maire de Tibati.

Mis à l'index, le Rdpc, voit en cette querelle au sein de l'Undp, un début de victoire pour les échéances électorales à venir. «Ce qui se passe au sein de l'Undp aujourd'hui est un signe de fin de règne. Je sais que lorsqu'ils finiront de se déchirer, beaucoup vont rejoindre les rangs du Rdpc, et nous allons prendre les choses en main ici à Tibati», espère un membre de la section Rdpc Djerem I. ■

NORD. Les deux personnalités ne se sont pas accordées sur l'investiture du candidat Chauffeur Malli Robert aux sénatoriales.

Clash entre Koumpa Issa et le Lamido de Rey Bouba



Koumpa Issa.



Aboubakary Abdoulaye, lamido de Rey-Bouba.

Par Douworé Ousmane

Les sénatoriales 2018 dans le Nord ont visiblement laissé des plaies dont la cicatrisation n'est pas imminente. Au sortir de ce scrutin, Koumpa Issa, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense chargé des anciens combattants et victimes de guerre, et sa majesté Aboubakary Abdoulaye, lamido de Rey-Bouba, par ailleurs chef de la délégation permanente régionale du Comité central du Rdpc pour le Nord, sont désormais à couteaux tirés. «Le ministre dit que le lamido l'a vendu en mettant sur la place publique sa correspondance. Lors des élections sénatoriales dans le Faro, tout le monde avait cette correspondance et ça a créé des remous. C'est comme si le lamido a poignardé le ministre dans le

dos», indique une source dans le Faro.

De fait, dans cette correspondance datée du 17 février 2018, Koumpa Issa a saisi le lamido au sujet de la «candidature de monsieur Chauffeur Malli Robert à l'investiture pour les élections sénatoriales 2018». Le secrétaire d'Etat écrit : «Je n'ai pas baissé les bras par rapport au candidat à la candidature suscité dont je vous ai parlé. C'est pourquoi je me permets de continuer à vous acculer en vous faisant tenir, ci-joint son dossier complet pour un éventuel examen au niveau du Comité central. Je l'ai toujours dit, je le réaffirme, et je pèse mes mots, le Dr Alim est une gangrène, un cancer pour le Faro. Et en tout état de cause, par rapport aux deux candidats du Faro, Dr Amadou Alim et Mme Bogwarbe Emilienne

Ngaroua figurant sur les deux listes du Nord, le Comité central aura en fait à choisir entre la peste et le choléra, et la réaction du peuple profond du Faro, et spécialement des militantes, militants et sympathisants du Rdpc des deux sections Faro-Est (Poli) et Faro-Ouest (Beka) ne tardera pas à vous parvenir».

La conclusion du secrétaire d'Etat sera sans appel. «Majesté, je vous dirai en deux mots comme en dix que sans Chauffeur Malli Robert comme représentant du Faro dans la liste définitive des candidats du Rdpc pour la région du Nord à l'occasion des prochaines sénatoriales, je serai pessimiste, car nous courons le risque de vivre des surprises très désagréables pour les consultations à venir, en cette saison électorale 2018», prédit Koumpa Issa.

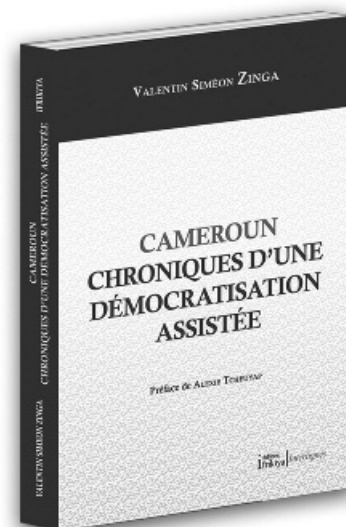
Sa majesté Aboubakary Abdoulaye, encore moins ses proches, n'ont pas souhaité dire mot au sujet de cette correspondance. En tout cas, des deux listes qui avaient été déposées pour la région du Nord, la première (qui a été validée) conduite

par Amidou Maurice a accueilli Amadou Alim comme candidat du Faro ; et la seconde conduite par Saliou Muller a aligné la candidate du Faro, Bogwarbe Emilienne Ngaroua. Pas de Chauffeur Malli Robert dans l'une ou l'autre liste. ■

VIENT DE PARAÎTRE

**Cameroon
Chroniques d'une
démocratisation assistée**

Le nouvel ouvrage de **Valentin Siméon ZINGA**



"Dans un contexte où l'information subit les contraintes de la production industrielle, il est difficile pour les historiens du présent que sont les journalistes d'avoir une réflexion approfondie sur la dynamique des rapports sociaux, en général, et sur le fait politique, en particulier. Avec Cameroon. Chroniques d'une démocratisation assistée, VZ a réussi cet exploit. Compendium de plusieurs décennies de bonnes feuilles journalistiques, ce livre est déjà, pour cela, une contribution majeure à l'intelligence de notre espace commun, voire de notre vivre ensemble."

Alexie TCHEUYAP,
Professeur, University of Toronto

Présent
dans les librairies de
Yaoundé et Douala

Sortie le 13 mars 2018

éditions
Ifrikiya

BÉNOUÉ. 213 militants du parti de Bello Bouba ont rejoint les rangs du Rdpdc le 24 mars dernier.

La saignée se poursuit dans les rangs de l'Undp

Par Innocent-Blaise Youda

L'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) n'a pas encore digéré sa mauvaise performance aux dernières sénatoriales dans la Bénoué que déjà elle est interpellée par le départ de plus de 200 militants de la section de Dembo. Ces derniers viennent d'annoncer leur démission des rangs du parti de Bello Bouba pour rejoindre la section Rdpdc de Dembo. Le fait s'est déroulé le 24 mars 2018. Alors que tout le monde n'avait de l'attention que pour les sénatoriales prévus le lendemain, Bello Toupoufoul, jusqu'ici secrétaire général de la section Undp de Dembo et président de la sous-section Undp de Dornomou dans la même localité, va décider d'organiser une cérémonie en compagnie de ses camarades démissionnaires pour annoncer leur ralliement au Rdpdc. «Je ne peux que me réjouir face à cette situation. J'ai toujours clamé que je suis au service des populations et c'est sur la base de mon travail que veux être jugé. Quand des militants de l'opposition, qui pour certains étaient conseillers municipaux au sein

même de cette commune hier, viennent vous déclarer qu'ils souhaitent vous rejoindre et vous accompagner dans le travail. Je ne peux que me réjouir. Nous sommes tous fils de cette localité et l'apport de tous est à apprécier. Nous leur souhaitons la bienvenue au sein de la famille Rdpdc et j'espère qu'ensemble nous allons tous travailler pour le développement de notre belle cité», souligne Hayatou, maire de la commune de Dembo et président de la section Rdpdc de Dembo.

Le 20 mars, Christophe Ridaki, président de la section Mjdp (Mouvement des jeunes pour la démocratie et le progrès) de Garoua III annonçait sa démission en compagnie de 258 militants de l'Undp. Dans une lettre adressée à la présidente de la fédération Undp de la Bénoué, ce dernier soulignait avoir «exercé au sein du parti tour à tour comme membre militant de base, secrétaire général de la sous-section Undp de Badoudi à partir de 1991, président de la section Mjdp de Garoua III depuis 2012. Cependant, en raison des convenances et dans le souci pressant de ne pas trahir la cause du parti et faillir à mes engagements, je vous

présente ma démission qui court à compter de la date de signature. (20 mars 2018, Ndlr) Eu égard, je vous informe également de mon adhésion ainsi que celle de mes sympathisants au parti Fsn (Front pour le salut national du Cameroun) qui semble réveiller en moi le gout de la visibilité et de la transparence pour un meilleur avenir».

C'est que, la situation au sein de l'Undp ne cesse de se dégrader depuis l'éclatement au grand jour de la crise au sein de la Fédération Undp de la Bénoué. Aussi, le président national, Maïgari Bello Bouba avait en personne effectué le déplacement de Garoua le 25 janvier dernier pour tenter de ramener la sérénité au sein de la famille Undp de la Bénoué. Une intervention qui n'a pas empêché Oussoumanou Aman Sa'aly, alias Yérima Dewa de claquer la porte du parti. Il avait été élu à la tête de la fédération départementale le 9 juillet 2017, mais son élection avait été par la suite invalidée par une décision du président national. Une décision qui a eu le don de courroucer le maire de Pitoa. S'il n'a toujours pas officiellement annoncé sa

démission, il est cependant constant que Yérima Dewa et ses partisans, dont l'ensemble des conseillers municipaux de la commune de Pitoa travaillent depuis ce temps sur le terrain pour le compte du Fsn d'Issa Tchiroma. «C'est une affaire qui concerne en réalité trois acteurs principaux. Yérima Dewa s'est senti humilié par son ami Bello Bouba et pour lui montrer tout son mécontentement, il a décidé de rallier les rangs du parti d'Issa Tchiroma, le pire ennemi de Bello Bouba. Les trois hommes se connaissent très bien et ont tous été à un moment donné ensemble au sein de l'Undp. Seulement la crise d'aujourd'hui ne va faire avancer personne, en tout cas pas les intérêts des populations à mon sens. Je pense qu'il est temps qu'une solution durable soit trouvée au problème. Vous avez d'un côté le Rdpdc qui profite également des balbutiements actuels pour arracher quelques militants à l'Undp. Le parti de Bello Bouba ne dispose que de trois communes dans la Bénoué sur 12, à ce rythme il faut craindre le pire», confie un conseiller municipal Undp de la commune de Garoua 2e. ■

Ghislain Arnold Ayissi, spécialiste en histoire politique.

«L'Undp est victime du verrouillage du jeu politique par le Rdpdc»

Propos recueillis par I-B. Y

Que pensez-vous de ces démissions en série dans les rangs de l'Undp dans la Bénoué ?

Près de 2000 militants perdus en près d'un an, cela amène à s'interroger non seulement sur les putsch factors mais aussi sur les répercussions éventuelles d'une telle vague de démission dans un parti politique qui a quand même marqué par ses activités, les premières heures du retour au multipartisme au Cameroun en 1990. Le moins que je puisse vous dire c'est, qu'on pourrait situer les impacts à 02 niveaux. Et cette lecture triptyque a pour point nodal, le rôle, mieux, la place des militants au sein d'un parti politique. Le premier niveau de lecture, c'est celui de la perte des ressources humaines. Un parti politique pour fonctionner a inéluctablement besoin d'une ressource humaine qui implémente les activités de propagande et d'insertion du parti politique dans la société. A cet effet toutes les composantes humaines sont mises à contribution. Les cadres, pour penser les stratégies de déploiements, réajuster ou repenser l'idéologie, refixer le cap à atteindre et mobiliser les militants dans l'atteinte de ces objectifs. Les militants qui s'activent dans l'exécution des tâches et des travaux de propagande. Des travaux de propagande qui tournent autour de la visibilité du parti politique dans l'espace public via le port des gadgets de visibilité et la communication de proximité (porte-à-porte, véhicule des tracs, placardage d'affiches...).

Dans un contexte où le dépit et le désengagement des Camerounais pour la politique rendent la conquête de nouveaux adhérents difficiles pour les partis politiques, perdre près de 2000 militants au

profit des formations politiques concurrentes c'est menacer l'Undp de disparition. Surtout que les démissions s'observent dans la région du Nord, région de naissance de son leader et quand on connaît la place du « vote du sang » au sens identitaire du terme dans la participation, la structuration des cartes politiques au Cameroun, cette vague de démissions, si elle continue à ce rythme, pourrait sonner le glas d'un parti politique fragilisé par des crises au sommet. L'épilogue du conflit Célestin Bedzigue-Bello Bouba nous le rappelle.

Le deuxième niveau de lecture a trait à l'aspect financier. Perdre près de 2000 militants signifie également l'amenuisement des ressources financières de l'Undp. Officiellement, les fonds des partis politiques proviennent principalement des cotisations des militants. Ce sont ces militants qui payent des frais d'adhésion et achètent des cartes du parti, qui permettent à la formation politique de se déployer. Même si les financements officiels ou les financements occultes sont de plus en plus utilisés par des partis politiques, il n'en demeure pas moins que la perte d'une source de financement aussi infime soit-elle, réduit les finances du parti. Toute chose qui à la longue pourrait impacter les résultats du parti lors des prochaines échéances électorales.

Comment analysez-vous l'attitude de Bello Bouba qui se montre plutôt très discret face à cette vague démission dans son fief ?

Cette discrétion peut d'abord être perçue comme une stratégie de



communication politique en contexte crise. Le silence de Bello Bouba traduit l'attitude d'un leader qui garde son calme parce que tenant correctement le gouvernail du navire Undp dans un océan en proie à une tempête et qui ne se laisse pas perturber par les agitations de ses adversaires. Cette discrétion est en clair, l'expression d'un président de parti politique qui considère la vague de démission des militants de son fief comme un épiphénomène.

Il faudrait ensuite y voir, l'attitude d'un président de parti qui n'est nullement inquiet, parce que son pouvoir au niveau du parti, il ne le tient de ses militants. L'Undp comme bon nombre de partis politiques au Cameroun sont des formations qui sont gérés par un patrimonialisme à outrance. Cette perception particulière du parti politique au Cameroun s'explique par le fait que la plupart de ces partis n'ont pas été mis en place parce que leurs leaders portaient un projet de société mais plutôt pour des intérêts pourvoiristes aux relents personnels et des intérêts pécuniaires. Même ceux qui

avaient été formés sur la base d'un projet de société comme l'Undp, ont été phagocytées par le verrouillage du jeu politique par le Rdpdc.

Par ailleurs, cette discrétion laisse aussi apparaître l'indifférence de Bello Bouba Maïgari fort de son alliance judicieusement passée avec le Rdpdc. Laquelle alliance lui permet de prendre place à la table du gouvernement perpétuel du Cameroun depuis trois décennies. Bello Bouba Maïgari est donc visiblement satisfait de cette position qu'il ne tient pas de ses militants.

Cette crise au sein de l'Undp intervient à quelques mois de municipales. Y a-t-il des raisons de croire que cela peut avoir un impact sur ces élections ?

C'est une évidence. La question ne devrait plus se poser, les militants participent aux municipales puisqu'il s'agit d'un suffrage universel direct. En tant que tel, à travers leurs voix, ils sont des maillons essentiels pour l'obtention des résultats positifs et donc, le contrôle des exécutifs communaux par l'Undp dans le Nord. Si cette vague de démissions n'est pas comblée par la conquête d'autres militants, indubitablement, l'Undp aura du mal à faire un bon résultat aux prochaines municipales. Ces démissions interpellent surtout sur le fait que l'Alliance Undp-Rdpdc ne profite qu'à Bello Bouba Maïgari.

En politique, les militants constituent la première clientèle des leaders politiques. Lorsque la clientèle est mal servie, elle va voir ailleurs. Le fait que ces démissions interviennent à une année électorale comme 2018, signifie que la clientèle de l'Undp est à la quête de prébendes. Ces démissions posent donc le problème de la mauvaise gestion des militants par le haut au sein des partis politiques. ■

UNDP/NORD

La crise en quelques dates

9 juillet 2016 : 41 militants de la sous-section du Mouvement des femmes pour la démocratie et le progrès (Mfdp) de Foulbéré 4 démissionnent pour rejoindre les rangs de la section Ofrdpdc Bénoué centre II. Fadimatou MAdi Mama et ses camarades reprochent au parti de Bello Bouba une inertie trop flagrante.

13 août 2016 : 68 nouvelles militantes de la sous-section Mfdp de Foulbéré 4 rejoignent les rangs de la section Ofrdpdc Bénoué centre II, cette fois sous la conduite de Fadimatou Mammadi.

6 novembre 2016 : 138 femmes et 62 jeunes de l'Undp, toujours de la localité de Foulbéré 4 à Garoua rejoignent respectivement les rangs de l'Ofrdpdc et de l'Ojrdpc. « Dans les fiefs de Foulbéré, l'opposition a souvent obtenu des scores de 99,99%, aujourd'hui les données sont différentes. Ensemble nous allons travailler sereinement et concrètement pour changer la donne. Il faut que le Rdpdc atteignent les scores de 99 voire 100% dans ce fief », expliquait Ahmadou Sardaoua, vice-président de la section Bénoué centre II au cours du meeting de ralliement de ces nouveaux camarades.

Décembre 2016 : Ibrahim Barkindo, maire Undp de Garoua 2e monte au front et brandit son bilan à la tête de la commune pour réagir aux démissions enregistrées au sein de son parti à Garoua 2e, particulièrement à Foulbéré, fief de l'honorable Oumoul Kaltchoumi. Dans sa réponse, il met en exergue le bilan élogieux des réalisations de la députée et rappelle les actions menées par sa commune en faveur des femmes.

Dimanche 18 décembre 2016 : Bello Bouba préside à Garoua une réunion pour tenter de calmer le jeu et trouver des stratégies pour stopper les démissions au sein de son parti dans la Bénoué. Entre temps, dans le cadre de la réforme de son parti, les sections de Garoua 1er et Garoua 2e éclatent chacune en deux sections. Une réforme qui va entraîner quelques remous au sein des rangs.

9 juillet 2017 : Yérima Dewa est élu président de la fédération départementale de l'Undp dans la Bénoué. Son élection sera suspendue quelques plus tard par une décision du président national Bello Bouba.

Décembre 2017 : 58 militants de la sous-section Undp de Foulbéré 5 rallient les rangs du Rdpdc.

25 janvier 2018 : Bello Bouba préside une autre réunion de crise à Garoua pour ramener la sérénité dans les rangs à la suite de l'annulation des élections à la fédération départementale. L'un des principaux acteurs, Yérima Dewa choisit de ne pas assister à cette réunion et organise au même moment un meeting à Badjouma Radier, localité de Pitoa, son fief, pour annoncer la rupture de ses relations avec l'Undp. L'honorable Oumoul Kaltchoumi est portée à la tête de la fédération aux termes des travaux.

22 février 2018 : 213 militants des sections Undp et Mjdp de Bénoué centre 2 notifient par voie d'huissier leur démission et leur ralliement au Fsn.

20 mars 2018 : 258 militants de la section Mjdp (Mouvement des jeunes pour la démocratie et le progrès) de Garoua III rallient le Fsn.

24 mars 2018 : 213 militants de la section Undp de Dembo rallient les rangs du Rdpdc dans l'arrondissement de Dembo.

VINA. Abdoulaye Mama et Baba Hassana avaient été enlevés dans la nuit du 25 au 26 mars 2018.

Deux otages libérés par le BIR



Les deux ex-otages. Libres.

Par Francis Eboa

Abdoulaye Mama 55 ans et Baba Hassana 71 ans ont recouvré leur liberté le vendredi 30 mars 2018 après quatre jours de captivité. Les deux ex-otages ont été libérés après des échanges de coups de feu entre les éléments du Bataillon d'intervention rapide (BIR) et les preneurs d'otages, vendredi der-

nier non loin du fleuve Bénoué servant de frontière naturelle entre la région du Nord et celle de l'Adamaoua. Il était alors 5h30 lorsque les deux camps s'affrontaient. «Je remercie le chef de l'Etat qui donne les moyens à nos forces de défense pour notre sécurité en général et au BIR en particulier. Je remercie aussi le commandant du BIR et ses éléments grâce à qui nous

avons été libérés sans la moindre égratignure. C'est avec joie que je retrouve toute ma famille», témoigne Abdoulaye Mama.

En effet tout commence dans la nuit du 25 au 26 mars 2018 dans la localité de Falingo dans l'arrondissement de Ngan-Ha département de la Vina. «Cette nuit-là, ils sont arrivés et sont entrés chez mon épouse. Ils lui ont demandé de les accompagner chez moi. Elle est arrivée et a toqué puis elle m'a dit que j'ai de la visite. C'est ainsi que j'ai ouvert la porte et je l'ai trouvé avec trois hommes bien armés avec leurs fusils pointés vers moi. Ils m'ont enchaîné, ont pris mon téléphone et nous sommes partis», explique Abdoulaye Mama.

Cette même technique est utilisée au domicile de Baba Hassana dans le village voisin à savoir Toumbéré, cette fois avec deux hommes armés. Les deux groupes vont se retrouver dans un endroit précis avant de prendre tous ensemble la direction de la brousse. Le lendemain, commence alors la phase de demande des rançons. «Ils m'ont appelé et ont demandé 10 millions afin que papa soit libéré. Je leur ai dit qu'on n'a jamais entendu parler d'une telle somme, donc on n'a rien, mais je vais chercher. Ils m'ont rassuré que leurs téléphones passent à tout moment. Le lendemain j'ai rappelé à 23h ils

m'ont dit que mon père allait bien et qu'ils attendent toujours l'argent. Après ça je n'ai plus appelé et entre temps, on n'avait déjà alerté le BIR», fait savoir un des enfants de Baba Hassana. «En partant avec mon père ils ont laissé un contact. Ils m'ont rappelé et ont demandé 10 millions pour sa libération. Ils m'ont menacé en disant que s'ils entendent que j'ai parlé de ça aux gens, ils reviendront me prendre et iront me tuer avec mon père. Dès qu'on a fini cette conversation j'ai directement éteint mon téléphone», relate Bobbo Hamadou, fils d'Abdoulaye Mama.

En effet, après cette libération salutaire, les deux ex-otages ont été conduits au poste de commandement du 5e BIR à Ngaoundéré où ils ont été reçus par le lieutenant-colonel Désiré Maïdoang, chef des lieux. «Ils sont arrivés ici étant bien fatigués. J'ai demandé à notre médecin ici sur place de leur faire des examens. Cela a été fait, ils ont d'ailleurs bénéficié des premiers soins compte tenu de la qualité d'eau qu'ils buvaient pendant tout le temps passé en brousse», souligne le lieutenant-colonel Désiré Maïdoang. Les familles venues nombreuses vendredi dernier au camp du BIR pour accueillir leurs frères, pères et amis, étaient pleines d'émotion. «Je suis arrivé étant très fatigué. Le colonel et toute son équipe se

sont bien occupés de nous. Nous avons même eu droit aux injections. On nous a offert à boire et à manger. Au moment où je sors d'ici, je me sens plus en forme. Je dis merci à Dieu et aux militaires du BIR», reconnaît Baba Hassana, ex-otage de 71 ans. ■

NGAOUNDÉRÉ. En prison pour corruption de la jeunesse

Par Bertrand Ayissi

Le 09 avril prochain, Hilaire Kanga sera certainement fixé sur son sort devant le tribunal de première instance de Ngaoundéré. Ce vendeur ambulant de 27 ans dans la capitale régionale de l'Adamaoua, habitant du quartier Joli Soir, est mis en détention provisoire depuis le 08 décembre 2017 à la prison centrale de Ngaoundéré. Dans l'affaire qui l'oppose au nommé Nchoutpouen Dingnigni, il est accusé de « corruption de la jeunesse ». D'ailleurs à l'audience du 29 mars dernier, ce sont deux affaires y relatives qui étaient inscrites au rôle, dont celle opposant la nommée Solange Maryamou à Emmanuel Hinti.

Le 29 mars dernier en effet, Hilaire Kanga a été entendu devant le tribunal. Une audition au terme de laquelle le procureur de la République a requis des circonstances atténuantes pour le prévenu, vu sa « naïveté ». De fait, l'accusé a cru bon devoir aider la nommée Aminatou, âgée d'environ 17 ou 18 ans. Cette dernière, au mois de décembre 2017, a des problèmes avec son copain, un certain Willy qui se trouve être l'ami et voisin de Hilaire Kanga. « J'ai appris que Willy et Aminatou, qui vivaient sous le même toit, ont eu des problèmes parce qu'après avoir fait le test, Willy a découvert que sa copine a le virus, je ne sais lequel. Willy l'a donc chassée et n'ayant où aller, elle s'est retrouvée chez moi ; elle m'a dit que ses parents résident à Mbé », a déclaré le prévenu. Hilaire Kanga a affirmé avoir eu un sentiment de pitié pour la jeune fille. Il a donc décidé de l'héberger, de la nourrir. Tout en vaguant à son occupation quotidienne, la vente de ceintures, vêtements et autres ; et passant la nuit avec Aminatou. Mais sans aucune autre arrière-pensée... Mal lui en prend cependant, les parents de la jeune fille, une fois au parfum de la situation, n'apprécieront pas son « aide ». Hilaire Kanga est conduit au commissariat central, auditionné, puis déferé en prison. Il n'a plus que le regret comme bouclier. Entretemps, n'a omis de préciser Hilaire Kanga à l'audience du 29 mars dernier, le couple Willy et Aminatou a renoué et écrit actuellement une belle histoire d'amour. Pas sûr que le prévenu aidera encore de sitôt son prochain. ■

NGAOUNDÉRÉ. L'opérateur économique Ahmadou Gouroudja doit aussi être rétabli dans ses droits.

Des employés d'Alhadji Abbo condamnés à payer 134 millions Fcfa

Par Bertrand Ayissi

Le verdict est finalement tombé le 29 mars dernier, au sujet de l'affaire qui oppose Ahmadou Gouroudja, président directeur général de la Société des Quincailleries Nouvelles du Cameroun (Sqnc Sarl), aux ex employés du Groupe Amao. Après une longue et éprouvante procédure judiciaire depuis l'année 2015. Ahmadou Gouroudja a été déclaré non coupable de tentative d'escroquerie, en référence à la plainte déposée par El Hadj Mohamadou Abbo Ousmanou (Amao). Si le chauffeur du milliardaire, Issa Baba, a été acquitté des faits de coaction d'abus de confiance, Abakar Aminou et Yérima Alfaki, ex-employés du Groupe Amao, ont été reconnus coupables des faits d'abus de confiance. Non sans leur accorder des circonstances atténuantes pour leur qualité de délinquants primaires. C'est donc toute mesure gardée que le tribunal de première instance de Ngaoundéré a condamné les ex employés du Groupe Amao à payer solidairement la somme de 134 850 092 Fcfa à Ahmadou Gouroudja, à titre de

dommages et intérêts.

Mais les avocats d'Ahmadou Gouroudja ont d'abord visé plus loin. Me Azambou, l'un de ses conseils, n'a pas manqué de parler de crime économique, réclamant un préjudice commercial qui s'étend sur trois ans, depuis l'année 2015, du fait qu'il s'agit d'une société commerciale destinée essentiellement à réaliser des bénéfices. «Pendant ces trois ans, les impôts nous ont saisis, nous avons des employés qui menacent de partir parce qu'ils ont des arriérés de salaire. Nous n'avons certes pas fait faillite, mais quand on n'est plus régulier dans le paiement des salaires, les employés commencent à réfléchir à comment trouver mieux ailleurs. Dans ce dossier, il y a eu plusieurs déplacements, plusieurs tentatives de règlement à l'amiable... », a-t-il déclaré. Et Me Kassiya, l'autre avocat d'Alhadji Gouroudja, de préciser les détails de leur prétention ; soit un préjudice principal évalué à 54 850 092 Fcfa ; un préjudice commercial à 140 000 000 Fcfa ; des déplacements et autres médiations à 30 000 000 Fcfa. Soit un total, 224 850 092 Fcfa. « Cette affaire nous a tant traumatisés ;



Abakar Aminou, ex comptable du Groupe Amao.

ces gens nous ont fatigué et qu'ils soient condamnés solidairement à payer cette somme à notre client», a clamé Me Kassiya. Le procureur de la République, elle, va reconnaître que « la justice a triomphé, le préjudice subi est énorme », mais il est un peu exagéré. Le principal condamné, Abakar Aminou, ex comptable du Groupe Amao, ambitionne de faire appel.

En guise de rappel, c'est en 2015 que la Sqnc Sarl constate une accumulation de 11 factures impayées par le Groupe Amao,

après 30 ans de cordiales transactions commerciales. Le tout représentant la somme totale de 54 850 092 Fcfa. Mais El Hadj Mohamadou Abbo Ousmanou va s'opposer au paiement de dudit montant, émettant un doute sur les commandes de matériels et criant à l'imitation de sa signature. Des menées orchestrées par ses employés lors des échanges avec la Sqnc Sarl. D'ailleurs, toutes les médiations engagées seront infructueuses, jusqu'à ce que la responsabilité de première heure d'Abakar Aminou soit établie. ■

GAROUA 2^E. Elles sollicitent l'annulation du titre foncier du Dr Adamou Ali.

Les populations de Ngalbidjé 3 saisissent le tribunal administratif



Terrain vague.

Par Innocent-Blaise Youda

Le tribunal administratif de Garoua vient d'être saisi par le Lawan de Ngalbidjé 3, Bouba Bémi, représentant les populations de son quartier, aux fins d'annulation du titre foncier que brandit le Dr Adamou Ali, pharmacien bien connu à Garoua et par ailleurs membre du conseil électoral d'Elecama. Au cours d'une audience tenue le 28 mars dernier, le tribunal administratif a décidé d'effectuer une descente sur le terrain le 18 avril prochain pour identifier l'espace querellé et apprécier éventuellement les investissements que

l'accusé aurait faits sur ce terrain. Cette nouvelle procédure au tribunal administratif vient rejoindre une autre déjà pendante devant le tribunal de première instance de Garoua et dans laquelle c'est plutôt le Dr Adamou Ali qui poursuit le Lawan Bouba Bémi pour "recel foncier".

Depuis plusieurs années déjà, le Dr Adamou Ali, promoteur de la pharmacie du Nord à Garoua, revendique la propriété de plus de 50 hectares de terrain dans le quartier Galbidjé III, zone habitée par une quarantaine de familles et dont certaines affirment être détentrices d'un titre

de propriété de leur espace. Face à l'opposition des habitants, il a introduit une plainte auprès du tribunal de première instance de Garoua pour rentrer dans ses droits. Dans sa plainte, le pharmacien accuse Bouba Bémi, chef de troisième degré de Ngalbidjé III et représentant des habitants de l'espace querellé, de "recel foncier". Pour justifier sa demande, il a brandi dès le début de la procédure, un titre foncier portant le numéro 6296 daté du 23 juillet 1998. Un document dont Bouba Bémi a immédiatement contesté l'authenticité devant le juge. Estimant pour sa part n'avoir jamais eu connaissance d'une procédure d'obtention d'un tel document dans son territoire de commandement. «Suivant la procédure légale, j'aurais normalement dû être informé au moins d'une telle opération. Il n'y a jamais eu de descente des responsables compétents sur le terrain pour l'établissement d'un tel document comme le veut la loi», rappelle Bouba Bémi.

Le 19 octobre 2017, l'affaire connaît un rebondissement. Des individus représentants les intérêts du Dr Adamou Ali, accompagné d'un bulldozer, font irruption dans la zone querellée et procèdent à la destruction d'une trentaine de maisons avant d'être stoppés par la furie

des populations. «Ils avaient débarqués sans nous prévenir, accompagnés des forces de l'ordre et prétendant disposer d'une décision de justice pour procéder à des destructions. Décisions dont nous ne connaissions par la teneur. Nous n'avions pas non plus été notifiés de notre déguerpissement. Quand ils ont commencé à casser, ils ont ciblé particulièrement les propriétés du Lawan Bouba Bémi. Tout ce que nous savons c'est que se sont nos terres et nous les avons acquises en suivant la procédure d'acquisition des terres. Quand nous avons été pris au dépourvu de ce déguerpissement forcé, plusieurs parmi nous ont tenté de joindre les autorités de la ville pour comprendre ce qui se passait. Aucune autorité n'avoue être au courant de ce qui se passe. C'est ainsi que certains avaient riposté en jetant des pierres sur eux. Ils ont fini par abandonner mais, après avoir détruit une bonne partie du quartier. Le lendemain, 20 octobre 2017, nous nous sommes rendus en masse à la préfecture, curieusement il n'y avait personne pour nous donner une réponse précise sur la question. L'huissier qui est venu procéder aux casses a pourtant prétendu détenir une décision de justice», indique Djonga, habitant et victime de la casse. ■

DR HASSIMI SAMBO. Ce fils Nyem-Nyem a soutenu une thèse de doctorat le 12 mars dernier.

Le premier archéologue de l'Adamaoua

Par Bertrand Ayissi

L'histoire des peuples de la région de l'Adamaoua, très souvent orale comme en Afrique subsaharienne, s'est écrite le 12 mars 2018 à l'université de Ngaoundéré. Particulièrement celle des peuples de Galim-Tignère, département du Faro et Déo. «Cette histoire orale, qui rend compte des migrations et du peuplement, permet de comprendre qu'il y a eu un important brassage des populations aujourd'hui constituées d'une mosaïque d'ethnies : Mbouté, Mboum, Nizaà, Camba, Pèrè, Foulbé, Mbororo, Kanuri, Gbaya, et Haussa. Bien que l'Adamaoua soit considérée comme un centre de dispersion de populations de par sa position charnière entre le nord et le sud du Cameroun, l'histoire de son peuplement reste mal connue. Non seulement les sources orales relatives aux populations qui occupaient la région avant la conquête peule du XIX^{ème} siècle sont souvent imprécises, mais elles ne portent que sur des faits tantôt enjolivés tantôt galvaudés du fait de la morsure du temps dans le processus de transmission des données orales. Il importait donc de jeter un regard neuf sur la complexité de ce peuplement et de voir comment il s'est mis en

place, comment il a évolué depuis l'Holocène récent – dix mille ans au moins – jusqu'à nos jours. Pour réussir ce pari, s'est imposée la nécessité d'un travail établi sur des bases transdisciplinaires, alliant histoire, ethnoarchéologie et archéologie pour informer sereinement sur l'origine probable des peuples actuels du bassin occidental du Faro en reconstituant leurs parcours migratoires ainsi que leurs modes de vie dans leurs environnements naturels à travers des séquences chrono-culturelles établies sur la base des datations relatives et/ou absolues». C'est Hassimi Sambo, enseignant chercheur au département des arts et archéologie à l'université de Yaoundé 1, qui a eu le mérite de faire ce travail, pour sa soutenance de thèse.

Le 12 mars dernier donc, c'est avec une mention «très honorable» que Hassimi Sambo a obtenu le doctorat Phd, sous l'onction d'un jury très méticuleux présidé par le Pr Saïbou Issa de l'université de Maroua ; des directeurs de thèse, les professeurs Hamadou Adama et Nizésété Bienvenu Denis, de l'université de Ngaoundéré ; de l'examinateur, le Pr Ndamé Joseph (université de Ngaoundéré) ; et des rapporteurs, le Pr Monkam David (université de Ngaoundéré) et



Elouga Martin (Yaoundé 1). Un diplôme qui fait du Dr Hassimi Sambo, le tout premier archéologue de la région de l'Adamaoua. Ce Nyem-Nyem de Galim-Tignère, né le 30 janvier 1977 à Bakari-Bata, aujourd'hui marié, vient ainsi étoffer le cercle encore très restreint de l'élite intellectuelle de sa région natale. Il revendique cependant une expérience dans l'administration universitaire. Chargé de travaux dirigés à l'université de Ngaoundéré entre 2007 et 2011, il est recruté cette dernière année comme assistant au département des arts et archéologie, et est depuis 2012, 1er adjoint de la section archéologie et gestion du patri-

moine à l'université de Yaoundé I. Mais entre 2009-2010, Hassimi Sambo obtient une bourse de la francophonie, qui lui permet d'apprendre l'utilisation de plusieurs logiciels en France, notamment en ce qui concerne les techniques d'analyse et d'interprétation des données archéologiques. C'est sans compter l'encadrement des mémoires et la participation aux missions et programmes archéologiques au Cameroun et à l'étranger. Cette pépite de l'archéologie a encore de grandes réalisations dans le domaine, non sans être une lumière pour le peuple Nyem-Nyem en grande quête de connaissances dans l'Adamaoua. ■

NUMÉRIQUE.

La Fondation Orange connecte Binguela et Akono

Par Nadine Ndjomo

Binguela et Akono fonctionnent désormais avec le digital. Le 28 mars dernier, l'école publique de Binguela, petite localité de l'arrondissement de Mfou de la Fondation Orange Camroun, un don d'appareils numériques. Constitué de tablettes, et des informations logées dans des cartes, serveurs, vidéoprojecteurs, «ce matériel digital peut être considéré comme une partie de la réponse aux défis à relever pour le progrès de l'éducation des jeunes garçons et jeunes filles. Nous savons que c'est difficile, et sachant que tout se joue avec l'éducation, la fondation Orange a décidé d'apporter son soutien à cette école de 251 élèves», a souligné Christine Albanel, ancienne ministre de la Communication et de la Culture, en France. Dans cette école vieille de 60 ans, les cours étaient essentiellement dispensés de manière théorique. Et avec le don de la Fondation Orange, «les cours seront désormais théoriques et aussi pratiques», s'est réjoui Emmanuel Zang Bellinga, le directeur de l'école publique de Binguela.

Une des huit salles de classe a été aménagée pour recevoir ce matériel numérique; tout comme au centre de la promotion de la femme et de la famille (Cpff) d'Akono. Là-bas, dans le chef-lieu du département de la Mefou et Akono, en sus du matériel offert par la fondation Orange Cameroun, c'est une «maison digitale» qui a été inaugurée. Son utilisation par les femmes rurales, à qui est destinée cette «maison connectée» ambitionne de : favoriser l'insertion professionnelle des femmes, et ou de développer leurs activités génératrices de revenus à travers l'alphabétisation et des modules de formation entrepreneuriale de base. «Les modules viseront également promouvoir l'industrialisation numérique des femmes en les familiarisant avec les outils numériques et les logiciels adaptés», a expliqué Christine Albanel. En permettant l'autonomisation des femmes et filles d'Akono et ses alentours, «la maison numérique» va réduire l'inégalité entre les hommes et les femmes, dans le secteur numérique. Actuellement au Cameroun, «on dénombre 23 maisons digitales», a déclaré la représentante de Marie Thérèse Abena Ondoua, ministre de la promotion de la Femme et de la famille, «empêchée». Et sur les 23, il y en a trois dans le Grand-Nord dont une à Ngaoundéré, une à Garoua et la troisième à Kousséri. Pour permettre une meilleure optimisation de cette «maison digitale», un projet de connexion à la fibre optique des maisons numériques du Cameroun, à celles logées dans les pays de la sous-région Afrique centrale, est prévue. Il sera réalisé par le concours du ministère de la promotion de la Femme et de la Famille et la banque africaine de développement (BAD). ■

Calixthe Beyala, romancière.

«La littérature du Septentrion est créative, dynamique et participe de l'essor de la culture camerounaise»

Propos recueillis par
Bertrand Ayissi

Quel sentiment gardez-vous de cette dédicace à Ngaoundéré ?

C'était fabuleux, nous avons été en face d'un public très réceptif, très accueillant, très fair-play, très à l'écoute. Il y a eu ce qu'on pourrait appeler une interaction très sympathique. J'ai beaucoup aimé. Ce d'autant que Ngaoundéré, c'est une ville calme, où il y a énormément des mangues et des bœufs que j'adore. Je découvre une partie du Cameroun très magnifique et une belle cité. Je pense que reviendrai volontiers pour y faire du tourisme. Le soleil ne m'a pas brûlée, je l'adore.

Comment appréhendez-vous la littérature du Septentrion ?

Je ne connais pas toute la littérature du Septentrion, mais je pense qu'elle fait partie de la littérature camerounaise d'abord. On n'est pas déjà très nombreux en termes de littérature et il ne faut pas morceler. La littérature du Septentrion est créative, dynamique et participe de l'essor général de la culture camerounaise. Elle a une teinte qui compte énormément de poètes et j'aime la poésie. Je pense que cette préférence est liée à la culture du Septentrion où la langue me semble très poétique. Les auteurs habitent cette langue là et retraduisent cette réalité en poésie, et j'aime beaucoup.

Quel regard portez-vous sur le thème de la colonisation développé dans le roman d'Assana Brahimi ?

C'est un thème qui, pour l'instant, n'est pas sur le point de trouver sa fin. Nous sommes à nouveau, d'une certaine façon, recolonisés mais différemment. Il faut le dire. Ce n'est plus une colonisation par la race ou la couleur de la peau. Aujourd'hui, les Atangana Blancs, il y en partout et ils sont tout aussi pauvres. C'est une espèce de mondialisation de la misère qui se fait. Et les peuples colonisés, ça devient de plus en plus nombreux. On pourrait aussi dire la même chose de la France, qu'elle est aussi colonisée par les Noirs et les Arabes. Quand vous arrivez aujourd'hui en France, dans certaines zones, il n'y a que les Noirs et les Arabes qui travaillent. Il y a encore quelques Blancs derrière les guichets pour toucher les impôts ; ça fait partie de l'histoire de l'humanité, l'histoire de la colonisation.

Que pensez-vous de la femme africaine, et camerounaise en particulier ?

Il y a une chanteuse (Selangai, Ndlr) qui a dit que la femme n'est pas l'égale de l'homme. J'ai pensé intérieurement et je me suis dit, voulait-elle

dire que la femme est supérieure à l'homme. Je me suis posée cette question parce que chanter la polygamie, la soumission de la femme, ça existe encore dans cette société ; je trouve dommageable pour l'humanité. Car si la femme n'est pas portée et appréciée à sa juste valeur, les sociétés n'évolueront pas. Ce sont les femmes qui font des enfants et ce sont elles qui nous éduquent. Si elles sont méprisées, bannies, enfermées, elles ne pourront pas faire des êtres libres. Et je pense que l'une des situations dans lesquelles se trouve l'Afrique, c'est que la femme n'est pas libre ; moi je suis pour l'encouragement des femmes à devenir ministres et pourquoi pas chefs d'Etat. J'aimerais voir plus de figures féminines lors des prochaines élections présidentielles en Afrique, notamment en Afrique centrale, qu'on puisse élire une femme chef d'Etat. Les Bantous en ont vraiment besoin, car ils sont les derniers de la classe en ce sens-là.

Qu'est-ce qui justifie le fait que les romans de Calixthe Beyala ne soient pas inscrits au programme au Cameroun ?

Le programme scolaire au Cameroun, c'est toute une mafia. Il y a au niveau des ministères en charge de l'éducation, quelques personnes qui se partagent le gâteau. Ils sont leurs frères, cousins, petites copines à qui ils demandent d'écrire trois phrases en passant, un petit truc, même si ce n'est pas de grande qualité littéraire. Ils mettent ça au programme. C'est vraiment un système que l'Etat doit revoir. Malheureusement, tous les grands auteurs Camerounais ne sont pas au programme scolaire. Il n'y a pas que moi, Mongo Beti n'y est pas, et bien d'autres. Il n'y a que des auteurs inconnus qui sont au programme parce que proches de ceux qui s'en chargent. Ça n'élève pas le débat et c'est la littérature camerounaise qui en sort perdante. C'est quand même anormal que je ne sois pas au programme au Cameroun. Mes livres sont traduits dans plus de 30 langues et dans la majorité des universités à travers le monde. Je pense que ce que font ces gens au ministère des Enseignements secondaires aujourd'hui, c'est absolument de l'ordre criminel. On ne peut pas occulter à toute une jeunesse tout un pan de sa grande culture qui rayonne dans le monde. On les empêche de connaître leurs auteurs les plus connus dans le monde, et de s'identifier à ces auteurs là pour pouvoir écrire de très bons livres. A partir du moment où il y a eu un mélange d'intérêts, de trafic d'influence, tout a été dévoyé. Il faut qu'un jour, l'Etat se penche sur la question des livres étudiés à l'école pour que ceux qui les sélectionnent ne soient pas ceux qui les écrivent. Nous avons de très bons



BIO EXPRESS

Née le 26 octobre 1961 à Douala au Cameroun

En 1987, elle publie son premier roman, C'est le soleil qui m'a brûlée.

En 1994, elle obtient le grand prix littéraire d'Afrique noire pour Maman a un amant.

En 1996, avec Les honneurs perdus, elle reçoit le grand prix du roman de l'Académie française

En 1998, elle reçoit le grand prix de l'Unicef pour La Petite fille du réverbère.

De 2000 à 2014, elle publie : Comment cuisiner son mari à l'africaine, les arbres en parlent encore, Femme nue, femme noire, La Plantation, L'homme qui m'offrait le ciel, Le Roman de Pauline, Les Lions indomptables, Le Christ selon l'Afrique (prix de L'Algue d'Or du meilleur roman francophone). Outre sa carrière d'écrivain, Calixthe Beyala milite auprès de nombreuses associations pour la reconnaissance des minorités, le développement de la francophonie et la lutte contre le sida.

livres à proposer à nos enfants, mais les équipes en place ne font pas de très bons littérateurs.

Comment les jeunes écrivains peuvent-ils transcender les considérations brutes du racisme auquel vous déniez une existence littéraire ?

Je crois que la meilleure manière de travailler le racisme, ce n'est pas de manière frontale, mais par petites touches. C'est comme Ferdinand Oyono dans « Une vie de boy ». Il traite de racisme. Si vous traitez ce genre de sujet avec une thématique directe, votre roman sera un pamphlet. Le roman est destiné au voyage.

Avez-vous suggéré la prise en compte de certaines de vos créations lexicales telles «Tikitikilé qui indique le mouvement des seins», «Désambiance qui réfère à un milieu qui n'a pas d'ambiance» et «Joyeux qui veut dire être joyeux » pour être insérées dans le dictionnaire ?

L'Académie française m'avait proposé d'y entrer, j'avais 36 ans. Ce, pour travailler sur le dictionnaire, mais l'éditeur avait estimé que j'étais encore trop jeune pour y accéder. Donc, je ne travaille pas sur le dictionnaire, mais j'aime bien travailler sur les mots. Peut-être accepterai-je un jour d'entrer à l'Académie française qui me fait cette proposition chaque année.

Après avoir obtenu plusieurs prix, pensez-vous que le message que vous véhiculez à l'humanité, peut vous valoir un prix Nobel ?

Il y a un problème avec le prix Nobel, qui est très politique. Il y a deux ans, ce prix a été

remis à une Russe, je crois, qui n'avait écrit qu'un reportage. Elle tapait sur la Russie et soutenait la position de l'Occident par rapport à l'Ukraine. Qu'est-ce qu'une personne qui écrit un reportage ou un documentaire, a fait pour décrocher un prix Nobel ? Il n'y a pas très longtemps, ce prix a aussi été donné à un chanteur. Je crois que c'est John Lenon qui a reçu le prix Nobel de littérature. On a vu un Nobel donné à Barack Obama qui a occasionné de nombreuses guerres. Et on parle du Nobel de la Paix. Donc, ce prix est tellement politique, mais ce n'est pas par manque de talents. Moi je me suis toujours battue contre la Francophonie, contre l'invasion de la Lybie, par exemple. C'était l'un des grands combats que je menais contre l'Occident. J'étais sur la liste des Prix Nobel à 38 ans. Mais j'ai pris des positions qui déplaisent. Le Nobel ne doit pas être l'instrument de mesure

absolu de la qualité littéraire. D'autant qu'on s'aperçoit que ce prix a été donné à des gens qui n'ont pas écrit de livres. Nous devons avoir nos prix à nous. Pourquoi n'y aurait-il pas un prix Mandela qui va couronner nos grandes œuvres africaines que ce soit en matière littéraire, scientifique, mathématique, médecine, et autres ? Il faut comprendre que les autres ont créé pour eux, pas pour nous. C'est vrai que je me suis beaucoup battue pour la représentation des Noirs en tant que Française. J'ai porté plainte à l'Etat français. Mais ce n'est pas suffisant, j'ai surtout demandé à Claudi Siar, à Nemale et autres, de créer des chaînes de télévision africaines. Nemale a par exemple créé Africa 24. Je pense qu'il est temps que l'Afrique prenne son destin en main ; que les jeunes Africains créent leurs propres prix littéraires, qu'ils aient leurs propres références pour pouvoir concurrencer le monde. Et ce sera criblé dans leur peau.

La Francophonie vise-t-elle à promouvoir le français de France, ou alors veut-elle radier le français pratiqué dans les pays francophones ?

Il y a plusieurs langues françaises, même en France. Il y a la langue dite républicaine, celle qui est enseignée à l'école ; il y a la langue dite populaire, celle qu'on parle au quartier ; il y a la langue académique, celle que j'utilise par exemple. Il y a plusieurs niveaux de langue. Mais ce je tiens à dire, c'est qu'aujourd'hui, au niveau de la Francophonie, la langue parlée en France est très minoritaire. En effet, comme je le dis, le Français est francophone, mais la Francophonie n'est pas française. ■

OURO-TCHÉDÉ. Pour le faire, l'administration a eu recours à la reconstitution.

Les lycéens ont reçu leurs bulletins de notes

Par **Ali Magra Abakar**

Jeudi, 29 mars 2018. Nous sommes au lycée de Ouro-Tchedé, à Maroua. Il est 12h. Les élèves viennent de recevoir leurs bulletins de notes de fin du deuxième trimestre. «*Je suis contente d'avoir reçu mon bulletin. Je suis tellement fière. Car, jusqu'à hier j'ignorais si on allait me le remettre aujourd'hui. Avec ce qui s'est passé la semaine dernière, l'incertitude régnait. Heureusement tout est rentré dans l'ordre*», se réjouit Mirabelle, élève en classe de seconde, au lycée de Ouro-Tchedé.

Entre-temps, dans la cour, les enseignants vont et viennent. Certains élèves aussi, le sourire au bout des lèvres. «*C'est comme la fin du cauchemar. Je suis heureux, enfin nous avons fini aujourd'hui*», lâche un enseignant, le pas pressé. Pour lui comme pour certains de ses collègues, la remise des bulletins aujourd'hui, est un exploit. Car, une semaine avant, le bloc administratif de leur lycée avait été consumé dans un incendie. Le feu qui s'est

déclaré dans la nuit du 22 au 23 mars. «*Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet incident*», apprend-on. Suite à ce sinistre, la psychose s'est emparée des élèves et enseignants du lycée de Ouro-Tchedé. Mais déterminés à satisfaire leurs élèves, les enseignants, aidés par le personnel administratif, ont travaillé d'arrache-pied durant une semaine pour reconstituer les bulletins de notes qui ont brûlés. «*Nous avons tout donné. Le personnel, les enseignants, tout le monde a travaillé ensemble pour honorer ce rendez-vous inscrit dans le calendrier des programmes des enseignements secondaires et pas seulement. De l'éducation en général. Nous sommes satisfaits du travail abattu par tous*», confie Moussa Tchitoya, proviseur du lycée de Ouro-Tchedé. Après la reconstitution des bulletins, il en ressort que le lycée de Ouro-Tchedé a enregistré pour le compte de ce deuxième trimestre, un taux de réussite global de 65,60%. Soit 68,18% pour le premier cycle et 61,54% pour deuxième



Le bloc administratif après l'incendie.

cycle. D'après le proviseur, ce taux de réussite est en augmentation par rapport au premier trimestre.

Présent à la cérémonie de remise des bulletins, Ernest Christian Ebelle, préfet du département du Diamaré. Dans son laïus, le préfet a félicité les élèves du lycée de Ouro Tchedé pour leur maturité d'esprit. «*Très souvent à la suite de ce genre d'incident, l'on note des cas de débandade chez les élèves, mais vous, vous êtes restés calmes,*

concentrés sur votre formation. Comme des grands, vous avez fait montre d'une grande maturité» a relevé Ernest Christian Ebelle. Tel un père de famille s'adressant à ses enfants le préfet a trouvé les mots justes pour reconforter les élèves de l'établissement sinistré. Il leur a demandé de cultiver les valeurs de solidarité, du vivre-ensemble et de l'excellence. En outre, il leur a demandé d'adopter des comportements citoyens. ■

Moussa Tchitoya, proviseur du lycée de Ouro Tchedé.

«Nous comptons sur les pouvoirs publics pour nous soutenir»

Interview réalisée par
A.M.A

Quel bilan faites-vous du trimestre qui vient de s'achever ?

Le deuxième trimestre s'est bien déroulé. Nous avons un très bon taux de réussite. Notamment au premier cycle. Sur 591 élèves inscrits, 403 ont eu une moyenne supérieure ou égale à 10. Et au deuxième cycle, sur les 372 élèves que compte ce cycle, 232 ont eu une moyenne supérieure ou égale à 10. Des chiffres satisfaisants, qui nous donnent un taux de réussite global évalué à 65,60%. Ce taux de réussite est appréciable. Il est largement au-dessus de la moyenne. Pour un chef d'établissement, ce résultat prouve que les enseignements ont été bien dispensés par les enseignants, bien assimilés par les élèves. Et cela présage déjà que nous allons amorcer le troisième trimestre avec beaucoup plus d'assurance pour les examens officiels de fin d'année scolaire.

L'incendie qui a ravagé le bloc administratif de votre établissement n'a-t-il pas porté un coup au fonctionnement du lycée ?

Psychologiquement, les



premiers jours nous avons été affectés, mais comme il fallait résoudre le problème, trouver la solution, pour finir le trimestre en beauté, nous avons mis nos craintes de côté. Et nous nous sommes mis au travail. Nous avons organisé des réunions de crises et tout le personnel administratif comme enseignants s'est mis à l'œuvre pour qu'on puisse reconstituer les bulletins et qu'on parvienne à ce résultat

aujourd'hui.

Pouvez-vous évaluer les dégâts ?

Les dégâts sont énormes. Je ne peux à l'heure actuelle pas les évaluer. Mais tout ce que je puis dire c'est que nous avons tout perdu. Notre établissement a perdu tout son patrimoine, tout est à refaire. Permettez-moi de dire aux élèves de rester vigilants, de se mettre résolument au travail. Ils ne doivent pas être

affectés par ce sinistre qui nous a frappés. Aux parents d'élèves, je demande la confiance. Nous sommes là, nous nous sommes engagés pour accompagner ces enfants et nous le ferons. Je voudrais par ailleurs remercier toute la communauté éducative, les autorités administratives, les forces de maintien de l'ordre pour toute la mobilisation et le réconfort qu'ils nous ont apporté depuis le 22 mars dernier.

Quelles sont les résolutions que vous-avez adoptées lors de la réunion de crise ?

Nous avons demandé de redoubler d'effort pour qu'au troisième trimestre, les enfants soient encadrés pédagogiquement de la bonne manière. Qu'on multiplie les contrôles continus et les travaux dirigés et qu'on renforce la discipline qui est déjà de mise dans notre établissement. Pour le troisième trimestre, nous allons nous adosser sur l'association des parents d'élèves. Mais sachant qu'à ce moment de l'année, elle est presque essoufflée, nous nous orientons vers les pouvoirs publics qui nous ont toujours soutenus. D'ailleurs j'ai eu d'eux, l'assurance qu'ils viendront à notre secours. ■

ADAMAOUA.

Le calvaire des maîtres des parents

Par **Bertrand Ayissi**

La longue attente. C'est ainsi qu'est perçu par bon nombre de maîtres des parents de la région de l'Adamaoua, le retard de publication des listes dans le cadre de leur recrutement et intégration à la Fonction publique. Depuis le lancement de la troisième vague de recrutement et d'intégration des instituteurs contractuels, en février 2017, la sérénité est loin de mise chez les concernés. «*Cela fait un an qu'on a constitué les dossiers. On attend toujours. Parfois, on nous dit que les listes sont déjà là, mais on ne voit rien. D'aucuns pensent même qu'il faut attendre encore 90 jours pour lancer une grève générale. Si à la rentrée du 3e trimestre, il n'y a toujours rien, certains veulent lancer la grève. Ça dure justement comme ça pour faire prospérer le faux*», confie un maître des parents à Ngaoundéré. Mais l'hypothèse d'une grève reste hypothétique, dans un contexte où l'intégration à la Fonction publique pour les produits de l'Ecole normale des instituteurs de l'enseignement général (Enieg) est une manne du ciel. «*Nous sommes inquiets. Le problème, c'est que n'étant pas intégrés, on ne peut pas se mettre en grève, de peur d'amenuiser nos chances. Le drame dans cette affaire, c'est que les coordonnateurs régionaux et nationaux ne disent rien non plus. Nous sommes près de 1000 à avoir constitué les dossiers dans l'Adamaoua*», déclare un maître des parents.

D'ailleurs, nombreux sont-ils à s'être reconvertis dans la région de l'Adamaoua. Si les plus chanceux ont pu se faire une place au soleil en intégrant une école normale supérieure, la majorité s'est investie dans le secteur informel. Déçus après avoir officié dans une école publique de la région, certains vont tenter leur chance ailleurs, parfois hors de la région. La quête du «*matricule*» l'emporte et l'espoir d'une intégration reste. «*Nous sommes découragés. Avant, nous partions dans les écoles publiques pour enseigner comme maîtres des parents. L'année passée, on a dit qu'on ne veut plus des maîtres des parents, mais que nous constituions des dossiers comme titulaires de Capiemp. J'ai enseigné pendant des années dans une école publique et ce sont ceux qui étaient dans le privé qui ont été affectés dans mon école*», témoigne une maîtresse des parents. Mais le délégué régional de l'Education de base de l'Adamaoua, sieur Maouloudou, lève l'équivoque sur certaines prétentions de maîtres des parents. «*Ce n'est plus à notre niveau dans l'Adamaoua. On a acheminé les dossiers après étude de la commission venue de Yaoundé, avec le gouverneur. La réponse doit venir de Yaoundé. On ne connaît pas le nombre d'instituteurs retenus puisque les résultats ne sont pas encore connus. Les critères étaient bien précis, notamment ceux qui avaient des Capiemp avant 2011 et jusqu'en 2013. Il n'y avait pas un critère du genre, il faut être maître des parents. Et il faut bien comprendre qu'il y a trois catégories d'enseignants au Cameroun : ceux du public, du privé et ceux de l'ordre confessionnel. Les écoles des parents n'existent en fait pas dans notre organigramme. Ce sont les parents qui s'organisent et décident de prendre des enseignants ; donc, ces derniers n'ont pas de statut. Mais comme ils enseignent nos enfants, on a le droit de regard sur leurs méthodes pédagogiques. Mais sur le plan financier et administratif, l'Etat n'est engagé en rien envers les maîtres des parents. Je ne sais sur quelle base certains s'estiment lésés ; ils ont déposé leurs dossiers en bonne et due forme et doivent attendre les résultats*», a expliqué-t-il expliqué. ■

AMCHIDÉ.

La ville «fantôme» reprend vie



Par Moïse Amedje

Après avoir subi pendant quatre ans les assauts de Boko Haram qui ont provoqué la fuite de nombreuses personnes, la vie reprend son cours dans les ruines de Amchidé, localité située dans l'arrondissement de Kolofata (Cameroun), à la frontière avec le Nigeria. Avec l'accalmie observée sur le plan sécuritaire, les populations retournent progressivement dans leurs champs en dépit du climat sécuritaire précaire qui prévaut encore. Mais Mora, chef-lieu du département du Mayo-Sava, situé dans la région de l'Extrême-Nord, reste le passage obligé pour se rendre dans la localité de Amchidé. Ce jeudi 22 février 2018, pour un visiteur en transit, Amchidé renvoie au suicide. Car il n'y a pas très longtemps, cette ville était le théâtre d'affrontements entre le groupe terroriste Boko Haram et l'armée Camerounaise.

Tout au long du périple Mora-Amchidé, long de 40 kilomètres, le passage d'un véhicule sur la route est l'objet d'attraction de la part des populations. Pendant que certains mènent leurs activités, d'autres amassés sous l'ombrage des arbres discutent autour d'un bon «chai», le thé local. Les enfants debout, sur le trottoir, forment des haies humaines. Au passage des véhicules, ils ne manquent pas de faire des signes de la main, en guise de salutation. Après une dizaine de kilomètres, dès Ganssé, une autre localité située entre Mora et «la ville fantôme», l'on aperçoit le mont Grea qui pointe à l'horizon et présente fière allure dans une plaine et une végétation luxuriante de saison sèche, qui rappelle que l'on se trouve en zone sahélienne. Généralement, les piétons qu'on rencontre sont uniquement des femmes et des enfants. Aussi intérieurement, on se pose des questions sur l'absence des hommes. «Où sont les hommes» ?

Arrivé à Amchidé, le visiteur est accueilli par le comité de vigilance de la localité constitué essentiellement de jeunes hommes. Munis d'armes tradi-

tionnelles (gourdins, machettes, arcs etc.). Ils constituent en fait un véritable poste de contrôle qui leur permet d'appuyer les forces de défenses, d'identifier les étrangers et probablement, de détecter d'éventuelles menaces. Vite, la caravane poursuit son avancée et franchit le deuxième poste de contrôle. «C'est en fait le camp des éléments du bataillon d'intervention rapide (BIR)», apprend-on. Ce camp est entouré d'une tranchée qui est la porte d'entrée de la ville, d'Amchidé. Dans les quatre coins du camp militaire, des soldats lourdement armés sont à leur poste de contrôle. Ceux-ci scrutent minutieusement les mouvements humains aux abords de Amchidé.

MESURES SÉCURITAIRES

Passé le contrôle vigilant des militaires et du comité de vigilance, plus besoin de s'interroger sur le lieu où l'on se trouve. Car les visiteurs perçoivent clairement l'impact des balles sur les murs des maisons, des édifices publics détruits, saccagés et vandalisés, des voitures et des chars de combat calcinés et aussi, une tranchée qui s'étend à perte de vue. La tranchée construite par l'armée camerounaise sépare le Cameroun et le Nigeria. C'est cette fosse qui a considérablement réduit la capacité de nuisance de Boko Haram si l'on s'en tient aux informations des militaires. «La tranchée nous a permis de réduire les capacités opérationnelles de Boko Haram», confirme un soldat sur zone. Les habitations qu'on retrouve aux abords de la tranchée sont désertes. Ici, aucune forme de vie n'est visible. Mais en pénétrant au cœur d'Amchidé, on retrouve des groupuscules de personnes. La plupart sont des jeunes garçons. A côté, sont regroupés des adultes qui rappellent que jadis, Amchidé était célèbre et riche, grâce aux échanges économiques ; qui se passaient sur ces terres. Par exemple, le poste douanier d'Amchidé était le deuxième poste des douanes qui faisait rentrer le plus de recettes dans les caisses de l'Etat.

Quatre ans après les attaques de Boko Haram dans cette localité de l'arrondissement de Kolofata, dans la région de l'Extrême-Nord, Amchidé, baptisée «ville fantôme», reprend des couleurs. Les habitants jadis partis, sont en train de revenir s'installer. L'affluence n'est pas encore grande, mais les nouveaux habitants essayent de se refaire une vie. Et ce, malgré le risque qui plane toujours à cause des terroristes nigériens. Toutefois, les forces de défenses et les comités de vigilance, présents, rassurent les habitants. Tout comme les échanges économiques, qui ont repris, certes timidement, entre le Cameroun et le Nigeria.

N'empêche que la tranchée creusée par l'armée a divisé l'ancien marché en deux. Une partie se retrouve du côté nigérian et l'autre du côté camerounais. «Avant, le marché d'Amchidé nous rapportait beaucoup d'argent ; mais depuis que la frontière est fermée avec cette guerre, l'activité économique est complètement tombée à terre y compris nous les commerçants», se souvient avec nostalgie Alhadji Moustapha jadis détenteur d'un magasin au marché d'Amchidé.

SUBSISTANCE

Aujourd'hui donc, les commerçants comme Alhadji Moustapha sont réduits à mener quelques activités telles que le petit commerce, l'agriculture et l'élevage exclusivement de subsistance. Etant donné que le marché est complètement en ruine, les populations ont improvisé un marché le long d'une rue. Dans ce marché, c'est dans les hangars et autres abris de fortune que les commerçants exposent leurs produits. Comme produits vendus sur le marché, l'on retrouve essentiellement des produits de première nécessité.



«Nous avons entre autres, la viande, le poisson, les oignons, la tomate, le mil, les légumes, le piment, l'huile, les ignames. Nous avons aussi des ustensiles, des pagnes, et autres produits manufacturés», énumère Amina, une commerçante.

Une partie des produits agricoles écoulés sur le marché est cultivée dans les plantations d'Amchidé et environs. Pour ce qui est des ustensiles, des vêtements, et des produits de beauté, c'est le Nigeria qui ravitaille Amchidé. De l'avis des autorités administratives et militaires, ce frémissement des

activités économiques est une volonté des pouvoirs publics de soulager les souffrances des populations en desserrant la frontière pour permettre les échanges. «Aujourd'hui, nous sommes dans ce que j'appelle la guerre de basse intensité. Nous amorçons la phase de la stabilisation c'est-à-dire la phase où les activités peuvent recommencer», a expliqué le général Bouba Dobekreo, commandant du secteur numéro un de la Force Multinationale Mixte lors d'une réunion entre les autorités, les commerçants camerounais et nigériens. ■

JEUX FENASCO 2018. La ministre des Enseignements secondaires n'a pas digéré le gros retard des travaux des infrastructures à Ngaoundéré.

La colère de Nalova Lyonga

Par Francis Eboa

«Ce n'est pas possible. Vous voulez me faire croire qu'avec les 150 millions de budget pour les infrastructures, c'est ce que je vois là ? Je ne suis pas technicienne, mais j'aurais fait mieux». Telle est la quintessence des propos tenus par le ministre des Enseignements secondaires le 31 mars dernier. Ayant à peine foulé le sol de Ngaoundéré, capitale régionale de l'Adamaoua qui abritera les jeux Fenasco ligue A qui s'ouvrent ce jour jusqu'au 08 avril prochain, Nalova Pauline Lyonga Egbe a improvisé une descente sur les différents sites. Ainsi, elle s'est rendue tour à tour au lycée classique et moderne, au lycée technique, au collège de Mazenod et au stade Ndoumbé Oumar. Une descente à l'issue de laquelle le constat sera amer. La Minesec

fait même des remontrances au sous-directeur chargé des infrastructures au Minesec, au président exécutif de la ligue nationale de la Fenasco et aux différents entrepreneurs. A la fin de cette descente imprévue, la ministre s'est d'ailleurs abstenue de toute déclaration à la presse. «Rien n'a été fait donc, je ne peux rien vous dire, de peur de ne pas dire des choses qui ne seront pas bonnes», a-t-elle lancé.

En effet, lors de cette descente, ce n'est pas la gestion des ressources humaines qui aura été en faveur des responsables tancés par la ministre. De fait, la délégation du Nord-Ouest, la toute première à fouler le sol de Ngaoundéré le 31 mars à 11h n'a pas été logée à bonne enseigne. «Madame le ministre, nous avons faim. Nous sommes partis de Bamenda hier à 9h et sommes

arrivés ici à Ngaoundéré aujourd'hui à 11h. Il est déjà 15h et personne d'entre nous n'a simplement bu de l'eau. Même le papier hygiénique dans les toilettes, nous n'avons pas», a clamé un athlète de la délégation du Nord-Ouest. N'empêche que le sous-directeur des infrastructures au Minesec a tenté de peindre en rose un décor lugubre. D'où le recadrage à lui fait par Boniface Bayaola, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Enseignements secondaires. «Taisez-vous monsieur. Le ministre s'adresse à l'entrepreneur et vous voulez justifier quoi ? Vous allez répondre de tout ça à Yaoundé le moment venu», a-t-il fulminé. Selon une source proche du ministre, l'on assistera certainement aux grincements de dents côté restauration. «Au départ, il était prévu trois prestataires par site pour la restaura-



Le Minesec échange avec les athlètes.

tion, à savoir un prestataire pour le petit déjeuner, un pour le déjeuner et un autre pour le dîner. Mais comme les gens sont ce qu'ils sont, ils se sont arrangés à attribuer tout ce marché à un seul prestataire qui est leur ami», souligne notre source. En tout cas, soucieux du bon déroulement de ces jeux dans sa région, le gouver-

neur Kildadi Taguiéké Boukar a fait une mise en garde. «Madame le ministre, calmez-vous. Si les choses ne se passent pas bien, je vais personnellement signer une garde à vue administrative à tous ceux qui tenteront de saboter cet événement de grande envergure», a martelé le gouverneur. ■

FOOTBALL FÉMININ. En trois jours, ses équipes ont encaissé 30 buts et perdu neuf rencontres.

Le Grand-Nord prend une raclée



Vent du Nord de Garoua.

Par Ebah Essongue Shabba

Depuis le 18 mars 2018 le football féminin a repris du service. Après une saison 2017 qui s'est achevée en queue de poisson, les équipes du championnat de première division de football féminin on réinvestit les stades. Cette rentrée concernait également les trois clubs ambassadeurs du Septentrion, cette saison en championnat. Il s'agit de Vent du Nord de Garoua, Renaissance Women de Guider et AS FF Diamaré de Maroua. Inexpérimentées, les équipes du septentrion avaient en face les meilleures équipes féminines du championnat telles que Louves Minprof, Amazone Fap, Caïman filles de Douala ou encore Panthère Security. Et comme on pouvait s'y attendre, le début de saison a plutôt été aisé pour la plupart des clubs du Grand-Sud. Mais, difficile d'en dire autant s'agissant des équipes du Grand-Nord.

En effet, après seulement trois journées de championnat durant lesquelles elles ont reçu leurs rencontres à domicile, les trois équipes du Septentrion affichent malheureusement un bilan triste. Lequel se résume à neuf matchs joués pour neuf défaites concédées, 30 buts encaissés pour seulement six buts inscrits. La faute

aux bourreaux Louves Minprof, Awa FC et Amazone Fap qui ont eu raison des équipes du Grand-Nord et de leur manque d'expérience. Pour l'instant, on est loin des scores fleuves auxquels les équipes du Nord nous ont habitués la saison dernière. Mais il faut tout de même déjà tirer la sonnette d'alarme.

Sur les raisons des de ces contreperformances à répétition des clubs du Grand-Nord, certains accusent les dirigeants des clubs et l'absence des moyens financiers. «Renaissance Women manque de suivi car la présidente est partagée entre le football et la politique. Il ne suffit pas de financer mais il faut surtout un suivi rigoureux de l'équipe pour que les résultats suivent», pense sous anonymat un membre du staff du club de Guider. Président de AS Djamboutou Football filles, Baba Oumarou pense pour sa part que «l'argent est le principal frein à la performance des clubs du Grand-Nord car ceux-ci ne peuvent pas se permettre de recruter en nombre des joueuses du Grand-Sud qui ont de l'expérience, cependant leur prise en charge n'est pas toujours à la portée des maigres budgets des clubs du Septentrion qui ne bénéficient d'aucun soutien au niveau local».

Pour Frida Nola, journaliste sportive, l'inexpérience des joueuses et l'absence des compétitions à l'échelle locale sont aussi les causes de cette contreperformance des clubs du Septentrion. «Les clubs du Grand-Nord sont pour la plupart jeunes avec des joueuses certes passionnées mais hélas inexpérimentées, qui livrent très peu de matchs avant le début

de la saison. Pourtant pour être en jambe il faut régulièrement jouer que ce soit dans des tournois ou lors des matchs amicaux», analyse-t-elle. «La mauvaise performance des filles du Grand-Nord traduit simplement le réel niveau du football féminin qui est complètement négligé non seulement par les autorités du Septentrion mais par les autorités camero-

naises en général», appuie-t-elle.

Renaissance Women, Vente du Nord et AS Diamaré poursuivent néanmoins leur aventure en division d'élite malgré les écueils et les défaites. Cette semaine ils descendent à nouveau dans l'arène pour affronter à l'extérieur cette fois-ci, trois autres mastodontes du championnat de première division de football féminin. ■

RÉACTIONS

Frida Nola, Journaliste.

«Les clubs du Grand-Nord sont constitués de joueuses inexpérimentées»

La mauvaise performance des clubs du Grand-Nord en championnat s'explique d'abord par le fait que ce sont des jeunes clubs récemment créés, avec de jeunes joueuses sans expérience et il est difficile de pouvoir maintenir les bonnes joueuses sur place au Nord car tout joueur n'a qu'une ambition c'est de rejoindre les grandes métropoles pour intégrer des clubs qui sont mieux lotis. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle vous avez des clubs avec des effectifs fragilisés. Et puis on a un autre problème au Nord, c'est l'absence des matchs de préparations d'avant saison, comme c'est le cas à Yaoundé ou à Douala où lorsqu'il n'y a pas championnat, les filles peuvent mainte-



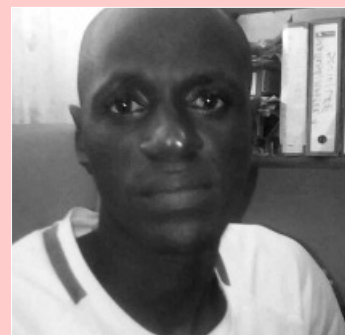
nir leur forme en participant à des tournois, des matchs amicaux ou encore des galas. Le Septentrion paye aussi le prix de son manque de culture du football chez la femme sur qui pèsent encore le poids de la

religion et du sexisme de toute nature. Mais cette année 2018 on se rend aussi compte que le niveau des équipes du Septentrion a nettement progressé parce que lorsque AS Diamaré parvient à marquer deux buts face à Amazone Fap ou encore Renaissance qui parvient à scorer au cours de son match contre les mêmes Amazones, c'est un exploit que nous n'avons pas vu la saison dernière. Je crois que si le travail continue les équipes du Grand-Nord vont se hisser au niveau de leurs sœurs du Grand-Sud. Il faut aussi que les dirigeants mettent les moyens pour conserver leurs meilleures joueuses et venir recruter les meilleures joueuses au Sud. ■

Baba Oumarou, président AS Djamboutou football filles.

«Ici, on voit d'un mauvais œil qu'une fille joue au football»

Je ne suis pas surpris par la performance des clubs du Grand-Nord cette saison. Je pense que c'est déjà un exploit de ne pas perdre sur des scores fleuves comme ce fut le cas la saison dernière. Le problème majeur est d'ordre financier car recruter des joueuses et se doter de conditions de travail adéquates nécessite de l'argent que nous n'avons pas. Nous faisons avec des moyens du bord, animés juste par la passion pour certains présidents. A côté il y a également des considérations d'ordre religieux. La tradition dans cette partie du pays en plus des préjugés est forte. Ici on voit encore d'un mau-



vais œil qu'une fille pratique le football car on pense qu'elle exhibe son corps. D'autres pensent que c'est un sport réservé aux hommes

mais avec le succès des lionnes telles que Aboudi Onguéné, les mentalités changent petit à petit car les gens comprennent déjà que des Samuel Eto'o au féminin c'est possible. Il faut que nos élites, les populations locales nous encouragent car nous avons certes la volonté mais il nous faut le soutien moral et l'appui matériel pour que nous puissions aider ses filles à réaliser leur rêve. On n'a pas forcément besoin de toujours aller chercher piocher au Sud, on peut former localement de bonnes joueuses qui vont animer le championnat et nous en avons déjà produit d'ailleurs. ■